



Assemblée générale

Distr. générale
16 octobre 2008
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session

Points 105 l) et k) de l'ordre du jour

**Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres nominations : nomination des juges
du Tribunal d'appel des Nations Unies; nomination des juges
du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies**

Rapport du Conseil de justice interne

I. Introduction

1. Dans ses résolutions 61/261 et 62/228, l'Assemblée générale a approuvé le cadre du nouveau système d'administration de la justice interne qui sera mis en place à l'ONU dès le 1^{er} janvier 2009. Elle a créé à ce titre un Conseil de justice interne pour contribuer à garantir l'indépendance, le professionnalisme et la responsabilisation du nouveau système. À l'alinéa 37 b) de sa résolution 62/228, elle a demandé au Conseil de lui « communiquer ses vues et recommandations à [...] concernant deux ou trois candidats pour chaque poste vacant au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et au Tribunal d'appel des Nations Unies, compte dûment tenu du principe de la répartition géographique ».

2. Le Conseil de justice interne est né d'une recommandation du Groupe d'experts dit « de la refonte » créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 59/283¹, qui a préparé une structure entièrement nouvelle dans laquelle des magistrats professionnels rendraient des décisions exécutoires dans le cadre du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, au lieu des instances confraternelles antérieures qui ne pouvaient que faire des recommandations non contraignantes, le mécanisme d'appel devant être le nouveau Tribunal d'appels des Nations Unies composé de sept magistrats très expérimentés. Le Groupe de la refonte a considéré que l'indépendance des nouveaux juges était une condition essentielle de succès de cette nouvelle structure. Pour s'assurer de cette indépendance, il a proposé de créer un Conseil de justice interne, qui, entre autres

¹ Décembre 2005. Le Secrétaire général y était prié de créer un groupe d'experts qui proposerait un modèle de nouveau système d'administration de la justice qui soit « indépendant, transparent, efficace, efficient et doté des moyens qu'il faut et qui amène les cadres à répondre de leurs décisions [...] » [al. 49 a)].



tâches, dresserait la liste d'au moins trois personnes susceptibles d'occuper chacun des postes². Le Secrétaire général a souscrit à cette recommandation.

3. Ces propositions ont été acceptées par l'Assemblée, dans sa résolution 62/228, moyennant quelques amendements. Selon ce texte, le Conseil de justice interne devait voir le jour avant le 1^{er} mars 2008. Ses quatre premiers membres ont été dûment nommés par le Secrétaire général. Ces éminents juristes de l'extérieur étaient Sinha Basnayake (du Sri Lanka, nommé par l'administration) et Geoffrey Robertson (CR) (Royaume-Uni, élu par le personnel), Maria Vicien-Milburn (Argentine), actuellement Directrice de la Division des affaires juridiques générales du Bureau des affaires juridiques, représentant l'administration, et Jenny Clift (Australie), juriste principale de la Division du droit commercial international du Bureau des affaires juridiques, représentant le personnel. Ces quatre membres se sont entendus sur le nom d'un éminent juriste dont ils ont recommandé au Secrétaire général la nomination à la présidence du Conseil : Kate O'Regan, de la Cour constitutionnelle de l'Afrique du Sud, a accepté cette nomination. Le Conseil de justice interne a tenu sa première session en mai 2008.

4. Une fois constitué, le Conseil a considéré que sa tâche la plus urgente devait être de trouver des candidats à recommander à l'Assemblée pour pourvoir les postes de juge de deux nouveaux tribunaux. Pour respecter la date butoir du 1^{er} janvier 2009, il fallait que les juges soient choisis par l'Assemblée à sa soixante-troisième session, avant la fin de l'année 2008. Or, l'Assemblée générale n'avait pas encore adopté la version finale des statuts des deux juridictions, ce qui, entre autres circonstances, faisait que les conditions d'emploi des juges pouvaient être modifiées. Cependant, après de longues délibérations avec les fonctionnaires du Secrétariat compétents, le Conseil a considéré qu'il devait s'efforcer de respecter le délai fixé par l'Assemblée et faire en sorte que des candidatures sérieuses lui soient présentées au début de sa soixante-troisième session. Dans toutes les démarches du Conseil, les candidats ont été avisés en termes très clairs que les deux statuts n'avaient pas encore été approuvés et que les conditions d'emploi, y compris la date effective de prise de fonctions, restaient incertaines. Le Conseil a tenu les candidats retenus informés des progrès que faisait à l'Assemblée la mise en place du nouveau système.

5. Comme l'Assemblée n'avait pas encore adopté les statuts des Tribunaux, le Conseil s'en est tenu pour travailler au paragraphe 41 de la résolution 62/228, où l'Assemblée générale a approuvé les qualifications exigées des juges telles que définies aux paragraphes 58 et 67 du rapport du Secrétaire général (A/62/294) et précisées dans sa propre décision 62/519. Le Conseil a également tenu compte des conclusions de la Sixième Commission (A/C.5/62/11, annexe, appendice I, par. 12), reprises par l'Assemblée dans sa décision 62/519 :

« Les juges du Tribunal du contentieux administratif et [du Tribunal] d'appel des Nations Unies devront être des personnes de haute moralité, avoir respectivement 10 et 15 années d'expérience professionnelle dans le domaine du droit administratif ou son équivalent dans leur juridiction nationale, siéger à titre strictement personnel et jouir d'une pleine indépendance. L'égalité des

² Voir A/61/205, par. 127. L'idée d'un tel conseil a été proposée au Groupe de la refonte par la Commission d'experts créée par le Syndicat du personnel de New York.

sexes et l'équilibre régionale devront être dûment pris en considération lors de la sélection et de la nomination des juges. »

6. Le Conseil a considéré que la façon même de rechercher les candidats devait être garante de l'indépendance, du professionnalisme et du sens des responsabilités des juges. Il a donc décidé de lancer une opération publique de recrutement pour trouver de bons candidats. Des offres d'emploi ont paru au milieu du mois de juin dans *The Economist*, *The International Herald Tribune*, *Le Monde*, *Jeune Afrique* et *The Wall Street Journal*, édition d'Asie. Des avis de vacance de poste ont été adressés pour diffusion locale à tous les centres d'information et à tous les coordonnateurs résidents des Nations Unies, ainsi qu'à la Cour internationale de Justice, à la Cour pénale internationale et aux tribunaux pénaux internationaux. Il a été également affiché sur le site Web de l'Organisation. Enfin, cet avis et un communiqué de presse ont été adressés aux revues spécialisées et aux associations professionnelles de magistrats. Le Secrétaire général a informé toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation des postes de juge à pourvoir. La date de réception des offres de service a été fixée au 21 juillet 2008. (On trouvera à l'annexe I le texte de la lettre du Secrétaire général et, à l'annexe II, l'avis de vacance de poste qui y était joint.

7. Le Conseil se plaît à annoncer que 237 demandes ont été reçues de 55 pays différents, en bonne et due forme et dans les délais. On verra à l'annexe III leur répartition géographique. La seule région quelque peu sous-représentée est l'Asie, en dépit des mesures expliquées au paragraphe 6 ci-dessus, qui visaient aussi ce continent. Il y a eu 177 candidats et 60 candidates. Rares étaient ceux qui n'avaient pas les qualifications requises et, comme ils devaient avoir 15 années d'expérience judiciaire pour le Tribunal du contentieux administratif et 10 années pour le Tribunal d'appel, on peut dire que la réaction a été impressionnante de la part de magistrats qui sont des juges expérimentés et officient actuellement dans toutes les juridictions du monde. Le Conseil a siégé à New York pendant plusieurs jours après l'échéance du 21 juillet pour examiner les demandes et les autres documents présentés par chaque candidat (y compris les échantillons de jugements). Un examen méticuleux était nécessaire pour réduire la liste à 41 personnes, avec lesquelles il y aurait un entretien. Pour être présélectionnés, les candidats devaient démontrer sur pièces qu'ils avaient les qualifications laissant espérer qu'ils seraient d'excellents juges pour les nouveaux tribunaux. Les choix ont été également inspirés par la nécessité de respecter la diversité géographique et l'égalité des sexes.

8. Le Conseil, soucieux de respecter les délais impartis par l'Assemblée générale, a organisé des entrevues avec les candidats présélectionnés à La Haye, pendant la première semaine de septembre. Avant ces entretiens cependant, les personnes citées en référence par les candidats ont été interrogées et des lettres de référence demandées à deux parrains pour chaque candidat. À La Haye, les candidats ont subi une épreuve de rédaction difficile de deux heures pour faire la preuve de leurs capacités logiques et de leur aptitude à l'écriture, épreuve suivie d'un entretien de 30 à 45 minutes. Tous les candidats se sont présentés, à l'exception de deux qui ont passé l'épreuve à l'étranger et dont l'entrevue s'est faite par visioconférence. Après ces démarches et avec l'autorisation des candidats, le Conseil s'est adressé aux divers barreaux nationaux intéressés et à l'Association internationale du barreau pour se faire confirmer la moralité des candidats.

9. Les candidats intéressés par le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies marquaient souvent une préférence très nette pour une affectation plutôt qu'une autre, ou pour une nomination plein temps plutôt qu'à temps partiel, et ces choix ont influencé le Conseil dans ses recommandations. Le Conseil n'ignore pas que l'Assemblée sera également saisie des recommandations du Secrétaire général concernant les trois juges qui siégeront *ad litem* pendant un an pour résorber le volume d'affaires en instance qui se sera accumulé pendant le passage au nouveau système. Le Conseil a donc interrogé tous les candidats pour savoir s'ils accepteraient cette fonction si elle leur était offerte et faire des recommandations à leur sujet si on le lui demandait.

10. Le Conseil présente ci-dessous ses vues et ses recommandations concernant les candidats qui lui semblent convenir pour pourvoir les sept postes vacants de Tribunal d'appel, les trois postes à plein temps du Tribunal du contentieux administratif (à Genève, Nairobi et New York); et les deux postes à mi-temps du Tribunal du contentieux administratif. Le curriculum vitae des personnes en question est joint au présent rapport (annexe IV). Le Conseil a recommandé deux candidats pour chaque poste à plein temps du Tribunal du contentieux administratif, à Genève et New York, quatre candidats pour les postes à mi-temps du Tribunal du contentieux administratif et 15 candidats pour les sept postes du Tribunal d'appel³. Ce faisant, le Conseil a dûment tenu compte des considérations de sexe et d'équilibre régional⁴. Il est convaincu que tous les candidats qu'il recommande, s'ils sont choisis, assureront leurs fonctions auprès de l'administration et du personnel des Nations Unies d'une façon qui garantira l'indépendance, le professionnalisme et la responsabilisation du nouveau système.

II. Profils des candidats recommandés

11. Les candidats sont énumérés ci-après par poste et par Tribunal, puis par ordre alphabétique de leur patronyme.

A. Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies

1. Genève

Jean-François Cousin (France), né en 1944

12. M. Cousin est actuellement Président de la Chambre du Tribunal administratif d'appel de Marseille. Avant cela, il présidait le Tribunal administratif de Marseille (de 2004 à 2007 et de 1998 à 2002) et a occupé les fonctions de juge dans diverses juridictions administratives. Il a également été conseiller auprès de la Cour suprême administrative de Thaïlande (2002-2003); juge administratif à Papeete, en Polynésie

³ Voir la résolution 62/228 [al. 37 b)] de l'Assemblée, où il est dit que le Conseil doit « communiquer ses vues et recommandations à l'Assemblée générale concernant deux ou trois candidats pour chaque poste vacant au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et autres tribunaux d'appel des Nations Unies, compte dûment tenu du principe de la répartition géographique ».

⁴ Conformément aux conclusions de la Sixième Commission (reprises dans la décision 62/519 de l'Assemblée) (A/C.5/62/11, annexe, appendice I, par. 12). Voir également l'alinéa 37 b) de la résolution 62/228.

française (1991-1992). Il a obtenu une maîtrise en droit privé à la faculté de droit de Paris en 1967. Il a le français pour première langue et a une bonne connaissance de l'anglais de travail.

Thomas Laker (Allemagne), né en 1956

13. M. Laker est depuis 2005 Président du Tribunal administratif de Hambourg. Il est également un médiateur qualifié. Il a siégé sans interruption comme juge au Tribunal administratif de Hambourg à partir de 1989. Il a étudié le droit à Göttingen et à Genève et est diplômé de l'Université Georg-August de Göttingen (1985). Sa première langue est l'allemand et il a une bonne connaissance de l'anglais et du français du travail.

2. Nairobi

Vinod Boolell (Maurice), né en 1944

14. M. Boolell est depuis février 2008 juge international en chef par intérim de la Mission intérimaire d'administration des Nations Unies au Kosovo. Il a été conseiller juridique au Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Cambodge (2001-2002) et a été attaché à la Cour suprême de ce pays. De 1987 à 1998, il a siégé à la Cour suprême de Maurice et il a présidé pendant un an (1984), la Cour des relations professionnelles de Maurice. Il a un diplôme de l'Université d'Oxford (1969) et des universités de la Réunion et d'Aix-en-Provence (1970). Il parle couramment l'anglais, le français et le créole. Il est également recommandé pour un poste de juge au Tribunal d'appel des Nations Unies.

Nkemdilim Amelia Izuako (Nigéria), née en 1953

15. M^{me} Izuako est depuis mai 2008 juge à la Haute Cour des Îles Salomon. Elle était auparavant juge à la Haute Cour de justice de l'État d'Anambra (Nigéria) (1998-2003), juge à la Haute Cour de justice de Gambie (2004-2006) et juge par intérim à la Cour d'appel de Gambie (2004-2006). Au Nigéria comme en Gambie, elle a acquis, en sa qualité de juge d'une juridiction générale, l'expérience des questions de droit du travail et de droit administratif. Elle a des diplômes de l'Université d'Ifé (Nigéria) (1976 et 1981). Sa première langue est l'igbo et elle parle couramment l'anglais.

3. New York

Michael Adams (Australie), né en 1946

16. M. Adams est actuellement juge de la Cour suprême de la Nouvelle-Galles du Sud, où il siège depuis 1998. Il y a acquis une expérience considérable des questions de révision des décisions administratives, y compris des affaires touchant aux conditions d'emploi. Il est également depuis 2005 juge de la cour d'appel des Îles Salomon. Tout en exerçant ces fonctions, il a également été pendant 10 ans président à temps partiel de la Commission de la réforme du droit de la Nouvelle-Galles du Sud. Il a obtenu son diplôme de droit à l'Université de Sydney en 1961. Sa première langue est l'anglais.

Memooda Ebrahim-Carstens (Botswana), née en 1954

17. M^{me} Ebrahim-Carstens est actuellement juge à la Cour industrielle du Botswana, poste qu'elle occupe depuis 1997 (comme juge par intérim en 1997 et 1998, puis comme juge permanent). Comme la Cour industrielle, juridiction judiciaire supérieure, est un tribunal spécialisé dans le droit du travail, M^{me} Ebrahim-Carstens a acquis une expérience considérable de cette matière. Elle a obtenu son diplôme en 1979 à ce qui était alors la City of London Polytechnic Business Law School. Sa première langue est l'anglais.

4. Postes à temps partiel

Rodney Madgwick (Australie), né en 1942

18. Entre 1996 et avril 2008, date à laquelle il a démissionné, M. Madgwick a été juge de la Cour fédérale d'Australie, de la Cour des relations professionnelles d'Australie et de la Cour suprême du territoire de la capitale nationale. Entre 1986 et septembre 1996, il a été juge au Tribunal de district de la Nouvelle-Galles du Sud. Il a acquis une expérience approfondie du droit du travail et du droit administratif, en particulier grâce à ses 16 années d'activités de conseil (« junior », puis « senior ») au barreau de Sydney et à ses fonctions auprès de la Cour des relations professionnelles. Il a également été Secrétaire général du Syndicat multiracial de la fonction publique de Papouasie Nouvelle-Guinée entre 1966 et 1970. Il a obtenu un diplôme de droit de l'Université de Sydney en 1964. Sa première langue est l'anglais et il a une certaine connaissance du français et de l'espagnol.

Goolam Meeran (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), né en 1943

19. M. Meeran est actuellement Président des Tribunaux du travail d'Angleterre et du pays de Galles, poste qu'il occupe depuis 2002. Son mandat actuel vient à échéance en décembre 2008. Il était auparavant Président régional des tribunaux du travail de la région sud de Londres (1997-2002). Il compte au total 15 années d'expérience des tribunaux du travail. Il faisait auparavant fonction de commissaire chargé des plaintes puis de directeur de la Commission pour l'égalité raciale. Il est titulaire de diplômes de l'Université de Manchester (1969) et de la London School of Economics (1970), et d'un diplôme de droit (1981). Il parle couramment l'anglais.

Coral Shaw (Nouvelle-Zélande), née en 1947

20. M^{me} Shaw est depuis 1999 juge du Tribunal du travail de la Nouvelle-Zélande, à Wellington. Avant cela, elle était juge de tribunal de district (1992-1999). Elle a obtenu un diplôme de droit à l'Université d'Auckland en 1981. Bien qu'elle ne soit pas d'origine maorie, elle siège depuis 1993 au Comité du Hoani Waititi Marae, lieu de réunion pantribal qui accueille les Maoris vivant à Auckland. Sa première langue est l'anglais et elle a quelques connaissances de maori et de français.

Marc Sutton (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), né en 1958

21. M. Sutton a près de 10 années d'expérience comme juge du travail à temps partiel, ayant siégé dans les tribunaux des relations professionnelles d'Angleterre et

du pays de Galles. En cette qualité, il a eu à connaître des différends concernant des licenciements, et des cas de discrimination et d'autres questions liées aux conditions d'emploi. Comme avocat, il est membre de l'un des cabinets spécialisés dans les conflits du travail et les questions de discrimination les plus en vue de Londres. Il a un diplôme d'études juridiques avancées de la City University de Londres (1982). Sa première langue est l'anglais et il connaît les rudiments du français.

B. Tribunal d'appel des Nations Unies

Sophia Adinyira (Ghana), née en 1949

22. M^{me} Adinyira est depuis mars 2006 juge de la Cour suprême du Ghana. Avant cela, elle était juge de la cour d'appel du Ghana (1999-2006) et juge à la Haute Cour du Ghana (après 1989). Elle a un diplôme de droit de l'Université du Ghana à Legon (1971). Elle parle couramment l'anglais et a une certaine connaissance du français.

Vinod Boolell (Maurice), né en 1944

23. M. Boolell est depuis février 2008 juge international en chef par intérim de la Mission intérimaire d'administration des Nations Unies au Kosovo. Il a été conseiller juridique au Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Cambodge (2001-2002) et a été attaché à la Cour suprême de ce pays. De 1987 à 1998, il a siégé à la Cour suprême de Maurice et il a présidé pendant un an (1984), la Cour des relations professionnelles de Maurice. Il a un diplôme de l'Université d'Oxford (1969) et des universités de la Réunion et d'Aix-en-Provence (1970). Il parle couramment l'anglais, le français et le créole. Il est également recommandé pour un poste de juge au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies.

Rose Boyko (Canada), née en 1950

24. M^{me} Boyko est depuis 1994 juge de la Cour suprême de justice de l'Ontario à Newmarket (Ontario). En 1999, elle a reçu le Prix national d'excellence des autochtones en sa qualité de première femme autochtone nommée à une juridiction supérieure au Canada. Elle a des diplômes de droit de la Queen's University de Kingston (Ontario) (1980) et de la York University de Toronto (2006). Elle a une bonne connaissance pratique du français.

Jean Courtial (France), né en 1951

25. M. Courtial est actuellement membre du Conseil d'État, juridiction supérieure de la justice administrative française, poste qu'il occupe depuis 1996. Il a été nommé conseiller d'État en 2008. Avant cette nomination, il a siégé comme juge dans divers tribunaux administratifs. Il a un diplôme d'administration publique et de droit administratif de l'École nationale d'administration (1982). Sa première langue est le français et il a une connaissance élémentaire de l'anglais.

Mary Faherty (Irlande), née en 1960

26. M^{me} Flaherty est actuellement juge du Tribunal de grande instance d'Irlande, poste qu'elle occupe depuis 2002. Avant cela, elle était avocate en exercice et présidait le Tribunal d'appel du travail d'Irlande (1995-2002) et a été Vice-

Présidente de la même juridiction pendant six ans (1989-1995). Elle a un diplôme de droit de l'Université nationale de Galway (1984). Sa première langue est l'anglais et elle connaît l'allemand de travail.

Kamaljit Singh Garewal (Inde), né en 1947

27. M. Garewal est depuis 2000 juge de la Haute Cour du Penjab et du Haryana (Inde). Auparavant, il a assumé diverses fonctions judiciaires pendant 14 ans, dont 3 années au Tribunal administratif de Chandigarh qui connaît des différends entre le Gouvernement central et ses employés. Il a un diplôme de droit de l'Université du Penjab à Chandigarh (1970). Il parle couramment l'anglais, l'hindi et le penjabi.

Marilyn Kaman (États-Unis d'Amérique), née en 1947

28. M^{me} Kaman est actuellement juge du quatrième district du comté de Hennepin, dans le Minnesota (États-Unis), poste qu'elle occupe depuis 1990. En même temps (novembre 2002-juillet 2003), elle a été juge internationale auprès de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo. En sa qualité de juge de district, elle a acquis l'expérience des questions touchant aux conditions d'emploi, y compris dans le domaine du harcèlement sexuel, de la discrimination fondée sur l'âge et des licenciements abusifs. Elle a un diplôme de droit de la faculté de droit de l'Université de Wisconsin à Madison (1978). Elle a l'anglais pour première langue et connaît les rudiments du français et du russe.

Michael Kirby (Australie), né en 1939

29. M. Kirby est actuellement juge de la Haute Cour de justice d'Australie (la juridiction la plus élevée du pays), poste qu'il occupe depuis 1996. Il a présidé en même temps la Cour suprême à deux reprises. Au cours de sa carrière, il a assumé les fonctions judiciaires suivantes : Président de la cour d'appel des Îles Salomon (1995-1996); Président de la cour d'appel de la Nouvelle-Galles du Sud (1984-1996); membre du Conseil de révision des décisions administratives d'Australie (1976-1984). Il a également servi à divers titres auprès de l'Organisation des Nations Unies, notamment comme Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme au Cambodge (1993-1996), membre du Groupe de référence sur le sida et les droits de l'homme d'ONUSIDA (depuis 2003), membre du Groupe de l'intégrité judiciaire de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (depuis 2005) et membre du Groupe de référence pour les questions judiciaires du Haut-Commissaire aux droits de l'homme (depuis 2005). Il est diplômé de l'Université de Sidney (1962 et 1967). Sa première langue est l'anglais et il a des connaissances de base du français et de l'allemand.

Roy Lewis (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), né en 1943

30. M. Lewis est actuellement Vice-Président du Comité central d'arbitrage, organe légal chargé de résoudre les questions soulevées par la reconnaissance des syndicats par les employeurs aux fins des négociations collectives et par le fonctionnement des conseils européens du travail. Il a également assumé des fonctions très variées en matière de règlement des conflits du travail. Il est membre du Groupe d'arbitres et de médiateurs du Service consultatif de conciliation et

d'arbitrage chargé d'examiner les différends commerciaux depuis 1985. Il a enseigné le droit à l'Université de Southampton (1987-1996) et est membre fondateur du Groupe d'arbitres des licenciements abusifs organisé sous les auspices du Service consultatif du Conseil d'arbitrage déjà nommé (depuis 2001), président du jury d'appel national de la Poste royale (depuis 1998), président à temps partiel des tribunaux du travail de la région de Southampton (2001-2006) et président du tribunal administratif de la Banque de commerce et de développement de la mer Noire (depuis 2006). Comme avocat, il est membre de l'un des grands cabinets spécialisés dans le droit du travail. Il écrit et publie abondamment depuis 1969 dans le domaine du droit du travail. Il a un diplôme de la London School of Economics (1966). Sa première langue est l'anglais et il a une connaissance de base du français.

Mark P. Painter (États-Unis d'Amérique), né en 1947

31. M. Painter est actuellement juge de la cour d'appel du premier district de l'Ohio, charge électorale qu'il occupe depuis 1995. Il était auparavant juge du Tribunal municipal du comté de Hamilton. Cette juridiction générale lui a donné l'expérience des conflits du travail. Il a également été professeur de droit invité à la faculté de droit de l'Université de Cincinnati, où il a enseigné la rédaction juridique (1990-2006). Il a un diplôme de la faculté de droit de l'Université de Cincinnati (1973). Sa première langue est l'anglais.

Tudor Pantiru (République de Moldova – Roumanie), né en 1951

32. M. Pantiru est actuellement Président de la Chambre spéciale de la Cour suprême du Kosovo, poste qu'il occupe depuis 2005. Il assume également les fonctions de juge international de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine et a été, entre 1996 et 2001, juge de la Cour européenne des droits de l'homme. Avant cela, il a acquis des années d'expérience comme juge à Chisinau. Il a un diplôme de droit de la faculté de droit de l'Université d'État de Moldova (1977). Il parle couramment l'anglais, le russe et le roumain. Il a une bonne connaissance du français et des rudiments de bosniaque, serbo-croate et bulgare.

Luis Maria Simón (Uruguay), né en 1959

33. M. Simón est actuellement juge au Tribunal civil d'appel du cinquième circuit de Montevideo, poste qu'il occupe depuis 2002. Ce tribunal a compétence, entre autres choses, à l'égard de l'emploi dans la fonction publique et des responsabilités des administrations publiques. Entre 1989 et 2002, il a assumé des fonctions de juge dans diverses juridictions de première instance et d'appel (au civil), avec une compétence particulière à l'égard des questions de droit administratif (1991-1994). Il est professeur de faculté depuis 1985, dans le domaine du droit de la procédure (civile et criminelle). M. Simón a des diplômes de droit, y compris un doctorat (1983), de l'Université de la République orientale d'Uruguay. Sa première langue est l'espagnol; il a une bonne connaissance de l'anglais et du français de travail et des rudiments de portugais et d'italien.

Brian Tamberlin (Australie), né en 1939

34. M. Tamberlin est actuellement juge de la Cour fédérale de la Nouvelle-Galles du Sud, poste qu'il occupe depuis 1994. Depuis 2005, il est également, membre et

Président par intérim de la même juridiction et membre de la Cour suprême du Territoire de la capitale nationale. Il tient ses diplômes de droit de l'Université de Sydney (1962) et de l'Harvard Law School (1963). Sa première langue est l'anglais et il parle français couramment. Il a une connaissance de base de l'espagnol, de l'italien et de l'allemand.

Virgilijus Valančius (Lituanie), né en 1963

35. M. Valančius est depuis 2002 Président de la Cour administrative suprême de Lituanie. Il était auparavant Président de la Division des affaires civiles de la cour d'appel de Lituanie (1995-2002) et, avant cela, de 1991 à 1994, juge du premier Tribunal de district de Vilnius où il a siégé comme vice-président. Il a une expérience approfondie des organisations internationales, notamment européennes. Il a récemment été Président de l'Association européenne des juges (2006-2008), dont il est actuellement Vice-Président (depuis 2006). Il a des diplômes de droit de l'Université de Vilnius (maîtrise en 1986) et de l'Université Mykolas Romeris de Lituanie (doctorat en 2000 et procédure de titularisation en 2008). Il est également professeur à cette université depuis 2008. Sa première langue est le lituanien. Il parle anglais et russe couramment, a une connaissance du français de travail et des connaissances de base du polonais et de l'ukrainien.

Inés Weinberg de Roca (Argentine), née en 1948

36. M^{me} Weinberg de Roca est actuellement juge et Présidente du Tribunal pénal international pour le Rwanda. Elle a été élue à cette juridiction en 2003. Elle siège également depuis 2003 à la Chambre d'appel commune au Tribunal pénal international pour le Rwanda et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Depuis 2000, elle est juge à la cour d'appel pour les affaires administratives de Buenos Aires; avant cela, elle était juge civil fédéral à Buenos Aires (1993-2000). Elle a des diplômes de droit de l'Université nationale de La Plata (1972) et de l'Université nationale de Buenos Aires (1971). Elle a également été attachée de recherche au Max-Planck-Institut für Ausländisches und Internationales Privatrecht de Hamburg. Sa première langue est l'espagnol. Elle parle couramment l'anglais et l'allemand et a une bonne connaissance du français.

III. Conclusion

37. Le Conseil de justice interne tient à remercier le Secrétariat de l'ONU du soutien qu'il lui a accordé. Il souhaite également exprimer sa gratitude au personnel du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, qui l'a aidé sans relâche à procéder aux examens et aux entrevues qui ont eu lieu dans ses bureaux de La Haye, au mois de septembre.

Signé par les membres du Conseil de justice interne et présenté au Secrétaire général le 14 octobre 2008 pour transmission à l'Assemblée générale.

(Signé) Kate O'Regan
(Signé) Sinha Basnayake
(Signé) Jenny Clift
(Signé) Geoffrey Robertson
(Signé) Maria Vicien-Milburn

Annexe I

Lettre datée du 6 juin 2008, adressée par le Secrétaire général à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les postes de juge à pourvoir au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et au Tribunal d'appel des Nations Unies.

Vous savez que la résolution 62/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 2007 a établi à l'Organisation des Nations Unies le cadre général du nouveau système d'administration de la justice qui entrera en fonction le 1^{er} janvier 2009. Ce système à deux degrés comprendra le Tribunal du contentieux administratif pour le premier, et, pour le second, le Tribunal d'appel. Le Tribunal du contentieux administratif se composera de trois juges à temps complet, en poste à New York, Genève et Nairobi, et de deux juges à mi-temps. Le Tribunal d'appel se composera de sept juges.

Cette résolution porte également la création d'un Conseil de justice interne de cinq membres chargé, entre autres choses, de communiquer ses vues et recommandations à l'Assemblée générale concernant deux ou trois candidats pour chaque poste vacant des deux nouveaux tribunaux, et d'assurer la liaison avec le Bureau de la gestion des ressources humaines sur les questions ayant trait à la recherche de candidats convenables pour exercer les fonctions de juge. C'est l'Assemblée générale qui choisit.

Elle a décidé que les juges des deux tribunaux jouiraient de la plus haute considération morale et justifieraient d'une expérience judiciaire en droit administratif ou d'une expérience équivalente d'au moins 10 années acquise dans une ou plusieurs juridictions nationales, pour pouvoir siéger au Tribunal du contentieux administratif, ou d'une expérience d'au moins 15 années pour pouvoir siéger au Tribunal d'appel.

L'Organisation des Nations Unies cherche des candidats remplissant ces conditions pour pourvoir les deux tribunaux. Afin d'élargir le choix, elle a fait paraître un avis public de vacance de poste appelant les personnes intéressées à déposer leur candidature au plus tard le 21 juillet 2008, de manière que le Conseil de justice interne ait assez de temps pour communiquer ses vues et recommandations comme le prévoit la résolution 62/228.

J'invite votre gouvernement à porter l'avis de vacance de poste ci-joint à l'attention des personnes qui souhaiteraient se porter candidates dans votre pays. Je tiens également à préciser que les conditions d'emploi des juges sont susceptibles d'être modifiées par les décisions que prendra l'Assemblée générale sur le nouveau système d'administration de la justice, en fonction notamment des dispositions des statuts définitifs des deux tribunaux.

Le Secrétaire général
(Signé) **Ban Ki-moon**

Annexe II

Avis de vacance de poste

Juges du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies (trois juges à plein temps et deux juges à mi-temps) basés à New York, Genève et Nairobi

Juges du Tribunal d'appel des Nations Unies (sept juges) dont les sessions se tiendront à des dates que fixera le règlement intérieur du Tribunal d'appel

L'ONU met actuellement en place un nouveau système interne d'administration de la justice qui sera appelé à connaître des affaires de tout ordre dans le domaine du droit du travail, notamment des affaires de faute disciplinaire, harcèlement sexuel ou racial, dénonciation d'abus et discrimination. Ce nouveau système, qui devrait commencer à fonctionner le 1^{er} janvier 2009, comportera un double degré, soit une instance du premier degré, appelée Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, et une instance d'appel, appelée Tribunal d'appel des Nations Unies. Le présent appel à candidatures concerne :

- Pour le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, trois juges à plein temps qui seront basés à New York, Genève et Nairobi respectivement, et deux juges à mi-temps;
- Pour le Tribunal d'appel des Nations Unies, sept juges à temps partiel qui seront basés à New York.

L'ONU sollicite les candidatures de personnes jouissant d'une haute considération morale pour siéger comme juges à ces tribunaux. Dans le cas du Tribunal du contentieux administratif, les candidats doivent justifier d'au moins 10 années d'expérience du droit administratif ou d'une expérience équivalente acquise au sein d'une ou plusieurs juridictions nationales; dans le cas du Tribunal d'appel, les candidats doivent justifier d'au moins 15 années d'expérience du droit administratif ou d'une expérience équivalente acquise au sein d'une ou plusieurs juridictions nationales.

Les juges seront nommés par l'Assemblée générale sur la liste de candidats qualifiés dressée par le Conseil de justice interne, organe indépendant institué par l'Assemblée. Le Conseil est composé de deux membres nommés par le personnel, deux membres nommés par l'administration et un président indépendant choisi d'un commun accord par les quatre autres membres. Pour le Tribunal du contentieux administratif, les candidats doivent avoir présidé des procès contentieux; pour le Tribunal d'appel, les candidats doivent avoir une grande expérience de la rédaction de jugements. Dans la composition de la liste qu'il présentera à l'Assemblée générale, le Conseil de justice interne tiendra dûment compte des principes d'égalité des sexes et d'équilibre régional.

Candidatures : Les candidats intéressés sont invités à envoyer – par courrier électronique à l'adresse internaljusticecouncil-application@un.org, ou par télécopieur au numéro +1 (917) 367-0524 – pour réception le 21 juillet 2008 au plus

tard une lettre de candidature dans laquelle ils préciseront le tribunal et le lieu d'affectation qui ont leur préférence et à laquelle ils joindront leur curriculum vitæ. Ce curriculum vitæ doit comprendre la date de naissance, la nationalité, le sexe, les compétences linguistiques, les coordonnées (y compris les numéros de téléphone et l'adresse électronique auxquels le candidat peut être joint jusqu'en mars 2009 inclus), la description détaillée des études suivies et du déroulement de la carrière professionnelle, un exemplaire d'un jugement (ou d'un avis juridique ou d'un autre document) rédigé par le candidat, et les noms et adresses électroniques de deux juristes de haut niveau pouvant attester que le candidat jouit d'une haute considération morale et d'une excellente réputation. Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est requise.

La nomination des juges dépend de l'approbation par l'Assemblée générale des statuts des deux tribunaux, qui n'ont pas encore été adoptés. Les retards éventuels dans l'approbation desdits statuts pourront retarder l'examen des candidatures et les dates envisagées de prise de fonctions. Les candidats intéressés doivent savoir qu'il ne pourra être procédé à aucune nomination tant que les statuts n'auront pas été adoptés.

Le Secrétaire général a proposé à l'Assemblée que les juges du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies soient rémunérés à un niveau équivalant à la classe D-2 (à titre indicatif, la rémunération totale, y compris l'ajustement au coût de la vie, d'un fonctionnaire sans personne à charge à l'échelon 4 de la classe D-2, est, depuis le 1^{er} mai 2008, de 164 015 dollars des États-Unis à New York, de 191 396 dollars des États-Unis à Genève et de 142 736 dollars des États-Unis à Nairobi). Les juges peuvent avoir droit à d'autres prestations. Le Secrétaire général a également proposé à l'Assemblée de verser aux juges du Tribunal d'appel des Nations Unies des honoraires d'un montant équivalent à celui du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail (soit actuellement 3 000 francs suisses par affaire pour le rapporteur et 750 francs suisses pour le juge signataire). Le montant définitif de l'enveloppe prévue pour la rémunération des juges des deux juridictions est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Les candidats qui auraient des questions à poser sur les postes mis en candidature sont invités à les formuler par courriel ou télécopieur (voir les numéros plus haut).

Annexe III

Nationalité des candidats (dossiers complets reçus dans les délais)

<i>Nationalité</i>	<i>Nombre de candidats</i>
Afrique du Sud	1
Algérie	1
Allemagne	5
Argentine	5
Australie	12
Bangladesh	1
Belgique	5
Bosnie-Herzégovine	2
Botswana	1
Brésil	2
Burkina Faso	2
Burundi	1
Cameroun	2
Canada	11
Chine	1
Colombie	1
Costa Rica	1
Côte d'Ivoire	3
Espagne	12
États-Unis d'Amérique	13
Ex-République yougoslave de Macédoine	1
France	45
Gabon	1
Géorgie	1
Ghana	4
Îles Salomon	1
Inde	32
Iran (République islamique d')	1
Irlande	2
Italie	2
Kenya	5
Lituanie	2
Malte	3
Maurice	3
Niger	5

<i>Nationalité</i>	<i>Nombre de candidats</i>
Nigeria	2
Norvège	1
Nouvelle-Zélande	2
Ouganda	3
Pays-Bas	5
Pologne	1
République Centrafricaine	2
République de Moldova.	1
République-Unie de Tanzanie	2
Roumanie	3
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	7
Sénégal	4
Sierra Leone.	2
Sri Lanka	2
Suisse	1
Tunisie	2
Ukraine	1
Uruguay.	4
Zambie	1
Zimbabwe	1
Total	237

Annexe IV

Curriculum vitæ

Michael Adams (Australie)

Date de naissance : 21 décembre 1946

Fonctions actuelles : Juge à la Cour suprême de la Nouvelle-Galles du Sud (Australie)

Études

1969	Licence de pratique du droit de la Nouvelle-Galles du Sud
1968	Diplômé en droit du premier cycle Université de Sydney

Expérience professionnelle

Depuis 1998	Juge à la Cour suprême de la Nouvelle-Galles du Sud (Australie). Juge de première instance dans des affaires pénales et civiles. Siègle également à la Cour d'appel en matière criminelle et, à l'occasion, en qualité de juge d'appel par intérim à la Cour d'appel (uniquement pour des affaires civiles). Sa compétence en matière civile s'étend à un grand nombre de demandes de révision de décisions administratives mettant en cause les pouvoirs publics, les responsables des administrations publiques, les tribunaux judiciaires et les tribunaux quasi judiciaires ainsi que les demandes en dommages-intérêts consécutives à des accidents de travail
Depuis 2005	Juge à la Cour d'appel des Îles Salomon. Traite un grand nombre de recours de la Cour de justice supérieure des Îles Salomon, notamment en matière constitutionnel et de révision de décisions administratives des tribunaux quasi judiciaires de l'exploitation forestière et des revendications foncières
1996-2006	Assure la présidence (à temps partiel, tout en exerçant les fonctions de juge) de la Commission de réforme du droit de la Nouvelle-Galles du Sud. A participé activement à l'élaboration des politiques concernant la détermination des peines, le traitement des handicapés mentaux sous l'angle du droit pénal, le droit de garder le silence, les circonstances atténuantes qui ramènent le meurtre à l'homicide, la surveillance, les délits de presse et le droit de la discrimination
1998-2006	Doyen de la faculté de droit de l'Université de la Nouvelle-Galles du Sud
1987-1998	Avocat de la Couronne. A représenté l'État et les particuliers dans un grand nombre d'affaires en première instance ou en appel jusqu'à la Haute Cour d'Australie. Activités principales consistant à plaider devant jury (au pénal) en qualité de représentant du parquet ou en qualité de conseil de la défense. Également plaidé un grand nombre d'affaires, notamment administratives, concernant le

	contrôle juridictionnel des actes administratifs de responsables des services de l'État
1980-1987	Avocat de pratique libérale, représentant l'État et les particuliers dans un grand nombre d'affaires pénales (accusation ou défense) ou civiles. Affaires civiles relatives au contrôle juridictionnel des actes administratifs de responsables des administrations publiques
1977-1979	Avocat commis d'office, Nouvelle-Galles du Sud. Défense de personnes inculpées d'infractions pénales
1975-1977	Administrateur général juriconsulte, Bureau d'aide judiciaire (Australie)
1974	Directeur de l'Institut de formation juridique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
1970-1973	Juriste, Bureau de l'Avocat général de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Procès pénaux et appels dans des affaires de litiges fonciers concernant les titres coutumiers
1969	Rédacteur en chef adjoint de la documentation fiscale CCH. Revue <i>Australian Tax Cases</i> et d'autres publications de la même spécialité
1963-1968	Avoué stagiaire (en apprentissage), pratique privée, Sydney

Langues

Anglais (langue maternelle)

Sophia Adinyira (Ghana)

Date de naissance : 1^{er} septembre 1949

Fonctions actuelles : Juge à la Cour suprême du Ghana

Études

1973	Admise au barreau ghanéen
1973	Qualifications pour le barreau, diplôme de droit de l'Université du Ghana
1971	Licence en droit (avec mention), Université du Ghana
	Formation poussée du règlement des différends et arbitrage

Expérience professionnelle

2006	Juge à la Cour suprême
1999	Juge à la Cour d'appel
1989	Juge à la Haute Cour
1986	Procureur en chef
1979	Premier Procureur
1976	Procureur
1974	Procureur adjoint
1973	Procureur adjoint (au titre du service national)
	En tant que juge, a statué dans des centaines d'affaires relevant de tous les domaines du droit, notamment administratif, pénal, civil, foncier et constitutionnel

Autres activités

Depuis 2004	Vice-Présidente et Coordinatrice du Multisectoral HIV/AIDS Programme de la magistrature ghanéenne
Depuis 2004	Vice-Présidente du National Multisectoral Committee On Child Protection
Depuis 2003	Membre du Comité de discipline du Conseil juridique général
2002-2003	Membre du jury d'entretien chargé de choisir les magistrats et les juges des tribunaux de circuit
Depuis 2006	Membre du Comité exécutif du Conseil œcuménique des églises
Depuis 2004	Chancelière du diocèse anglican de la Gambie
Depuis 1993	Chancelière du diocèse anglican de Koforidua
Depuis 1992	Membre du Joint Anglican Diocesan Council of Ghana
Depuis 1992	Membre du College of Chancellors and Registrars of the Anglican Church of Ghana

2003-2008	Membre du Comité de sélection chargé de choisir le Secrétaire général du Conseil œcuménique des églises à Genève
2007	Membre du Comité chargé d'examiner la constitution de la Conférence des églises de toute l'Afrique
1998-2006	Présidente du sous-comité chargé du personnel et des nominations du Comité exécutif du Conseil œcuménique des églises
1998-2006	Vice-Présidente du Comité central du Conseil œcuménique des églises
1993-2004	Chancelière provinciale de l'Église anglicane de la province d'Afrique de l'Ouest, au Ghana Fréquentes interventions sur diverses questions, notamment la sentence pénale, l'autonomisation des femmes et la justice, la protection de l'enfant, la justice pour mineurs et la traite des êtres humains. Facilitatrice principale d'ateliers consacrés au droit foncier à l'intention des juges et magistrats (2008). Participation à de nombreux séminaires, stages et ateliers sur des questions comme le règlement des différends, la formation des juges, la procédure civile, le droit maritime et les litiges électoraux

Langues

Anglais (langue maternelle); français (quelques notions)

Vinod Boolell (Maurice)

Date de naissance : 31 juillet 1944

Fonctions actuelles : Juge international en chef par intérim de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK)

Études

1980	Diplôme de droit de l'École nationale de la magistrature de Paris
1977	Licence ès lettres, maîtrise en droit français, La Réunion et Aix-en-Provence (France)
1970	Examen du barreau, Inner Temple à Londres
1969	Licence ès lettres (avec mention), jurisprudence au Balliol College de l'Université d'Oxford

Expérience professionnelle

Depuis 2008	Juge international en chef par intérim au Département de la justice de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo. Président ou membre des tribunaux ordinaires de divers degrés jugeant des affaires d'une certaine gravité
2002-2008	Spécialiste des questions judiciaires et juriste hors classe – juge international au Département de la justice de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo. Instruction et présidence des affaires de crimes de guerre, d'assassinats ethniques, de traite, de terrorisme, de détention d'armes illégales, d'immigration illégale et de crimes et délits économiques. Mise en état des affaires
2001-2002	Conseiller juridique au Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Cambodge
1989-1991	Doyen de la faculté de droit de l'Université de Maurice
1987-1998	Juge à la Cour suprême de Maurice. Affaires de meurtre et de trafic des drogues. Juge d'appel dans toutes les affaires civiles et pénales des tribunaux de grande instance. Fonctions de juge de cour constitutionnelle et de juge aux affaires familiales auprès de la Cour suprême
1984	Président du Tribunal des relations professionnelles de Maurice. Conflits du travail
1975-1976	Magistrat auprès des tribunaux de grande instance. Affaires pénales et civiles mineures. Amiable compositrice dans des différends mineurs, dont des conflits familiaux
1972-1987	Avocat de la Couronne (aujourd'hui de l'État) puis Assistant Solicitor General du Gouvernement mauricien
1970-1972	Avocat inscrit au barreau mauricien, affaires pénales et civiles

Autres activités

- 2005-2006 Intervenant dans les stages sur l'état de droit consacré aux enquêtes et aux procès criminels ayant défrayé la chronique et organisés par la Commission européenne en Allemagne et en Suède
- 1973-2001 Chargé de cours à temps partiel (premier cycle) à la faculté de droit de l'Université de Maurice. Droit pénal, preuves et procédures en matière pénale, droit civil, droits de l'homme et droit du travail et des relations professionnelles
- 1999 Arbitrage
- 1985-1992 Conférencier et membre du jury du Council of Legal Education de Maurice
- 1986 Enquêteur spécial de la Commission d'enquête sur les drogues
- 1985 Membre du comité chargé par le Gouvernement mauricien de modifier la loi relative aux baux immobiliers
- 1971 Membre du Conseil des Gouverneurs de la Mauritius Broadcasting Corporation
- Membre du Conseil supérieur de la magistrature de Maurice (qui recommande la nomination des juges de la Cour suprême et d'autres magistrats)

Langues

Créole haïtien (langue maternelle). Anglais et français écrits et parlés couramment

Rose Boyko (Canada)

Date de naissance : 17 janvier 1950

Fonctions actuelles : Juge à la Cour suprême de justice de l'Ontario (Canada)

Études

2006	Maîtrise en droit de l'Université de York (Ontario, Canada)
1988	Admission au barreau de la Saskatchewan
1982	Admission au barreau de l'Ontario
1980	Licence en droit de la Queen's University, Kingston (Ontario)
1977	Licenciée ès lettres de la Queen's University, Kingston (Ontario)
1972	Infirmière diplômée d'État, Royal Victoria Hospital de Montréal (Québec)

Expérience professionnelle

Depuis 1994	Juge à la Cour suprême de justice, Région du Centre-est (Ontario); présidente de tribunaux civils et pénaux et de tribunaux des affaires familiales; procès avec jury ou sans jury d'affaires pénales, civiles et familiales; présidente de tribunaux chargés de régler les actes de procédure, les appels de condamnations prononcées à l'issue d'une procédure simplifiée dans des affaires pénales, ainsi que les appels au Tribunal divisionnaire; responsabilité de la phase de l'instruction et des conférences d'arrangement amiable
1991-1994	Directrice du Secrétariat de la fiscalité indienne des Affaires indiennes et du Nord Canada, à Ottawa
1989-1991	Coordonnatrice des services judiciaires en milieu autochtone, du Ministère de la justice du Québec. Élaboration des politiques d'administration de la justice dans les communautés autochtones
1987-1989	Conseillère juridique au Ministère de la justice de la Saskatchewan. Questions traitant des accords de financement, des droits conventionnels, des successions, de l'administration des biens fonciers, du recouvrement des impôts et de la saisie des biens hypothéqués
1987-1988	Professeur de droit pénal du Programme d'études juridiques à l'intention des autochtones de l'Université de la Saskatchewan
1987	Conseillère juridique du Ministère de la justice à Edmonton (Alberta). Questions se rapportant à la Charte canadienne des droits et libertés et à la loi sur la responsabilité de la Couronne
1982-1986	Conseillère juridique du Ministère de la justice à Ottawa. Élaboration de la politique familiale et pénale
1980-1981	Étudiante en droit au Ministère de la justice à Ottawa. Participation à des procédures civiles et à des poursuites pour infraction jugée en procédure sommaire

1975-1979	Infirmière diplômée d'État à l'hôpital général de Kingston (Ontario)
1972-1974	Infirmière détachée du Ministère de la santé nationale et du bien-être social du Québec

Autres activités

Affiliations volontaires

- York Region Restorative Justice Task Force, 1997-2005
- Conseil d'administration de la Queen's University, 1997-2002
- Directrice de l'Association internationale des femmes juges, 1994-1998
- Directrice de la Conférence canadienne des juges, Ontario, 1994-1997
- Conseil consultatif du Doyen de la faculté de droit de la Queen's University, 1995-1996
- Membre du Conseil d'administration du Centre de santé communautaire de Saskatoon, 1987-1988
- Association canadienne des professeurs de droit, Rapport de 1990-1991 sur les minorités visibles
- Vice-Présidente et Secrétaire-Trésorière de l'Association du barreau autochtone, 1990 et 1992
- Association québécoise des droits des autochtones, 1989-1991
- Association des infirmières et des infirmiers autochtones du Canada, 1975-1992
- Ontario Native Council on Justice, 1979-1980

Distinctions

1997	Docteur en droit (<i>honoris causa</i>) de la Queen's University à Kingston (Ontario)
1999	Prix national d'excellence décerné aux autochtones (PNEDA) (première femme autochtone nommée à une juridiction supérieure au Canada)
2006	Femmes chefs de file en développement communautaire (Gouvernement de l'Ontario)

Langues

Anglais (langue maternelle) et français (bonne connaissance pratique)

Jean Courtial (France)**Date de naissance :** 1^{er} octobre 1951**Fonctions actuelles :** Conseiller d'État (Conseil d'État), France**Études**

1982	École nationale d'administration
1972	Diplôme de philosophie, Université de Toulouse (France)

Expérience professionnelle

2008	Nomination à la charge de conseiller d'État (Conseil d'État)
Depuis 1996	Membre du Conseil d'État
1992-1996	Juge à la Cour administrative d'appel de Lyon
1988-1992	Juge au Tribunal administratif de Marseille
1986-1988	Fonctionnaire supérieur au Ministère des finances
1982-1986	Juge au Tribunal administratif de Marseille
1980-1982	École nationale d'administration
1973-1980	Fonctionnaire du Ministère de l'Éducation nationale

En qualité de juge au Tribunal et à la Cour et de membre du Conseil d'État, fonctions occasionnelles de juge rapporteur rédigeant les jugements et de commissaire du Gouvernement (juge chargé de rendre un avis, public et indépendant sur une affaire dont la cour est saisie et de proposer une solution)

Autres activités

2001-2004	Juge rapporteur à temps partiel (rédige les jugements) du Conseil constitutionnel français
1998-2002	Conseiller juridique auprès de l'administration française de l'aviation civile, membre du comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale.
1994-1999	Professeur associé de droit à l'Université de Lyon

Distinctions

Chevalier de l'Ordre national du mérite

Chevalier de la Légion d'honneur

Langues

Français (langue maternelle), anglais (niveau moyen) et espagnol (niveau moyen)

Jean-François Cousin (France)

Date de naissance : 28 mai 1944

Fonctions actuelles : Président de chambre au Tribunal administratif d'appel de Marseille

Études

1968	Institut d'études politiques de Paris
1967	Maîtrise en droit privé de la Faculté de droit de Paris

Expérience professionnelle

Depuis 2008	Président de chambre du Tribunal administratif d'appel de Marseille; spécialiste du droit urbain
2004-2007	Président de chambre du Tribunal administratif de Marseille; spécialiste des litiges administratifs. Président du comité disciplinaire régional de la fonction publique
2002-2003	Consultant auprès du Président de la Cour administrative suprême de Thaïlande; responsable de la formation des nouveaux magistrats thaïlandais
1998-2002	Président de chambre au Tribunal administratif d'appel de Marseille; spécialiste des marchés publics
1996-1998	Sous-préfet à Saint-Laurent-du-Maroni, Guyane française
1995	Juge au Tribunal administratif de Marseille
1993-1995	Sous-préfet à Segré (Maine-et-Loire)
1991-1992	Jugea au Tribunal administratif de Papeete (Polynésie française)
1988-1990	Juge au Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion (océan Indien)
1983-1987	Juge administratif à Nice et à Marseille
1968-1983	Officier chargé des approvisionnements dans la Marine française (dont deux ans passés à Madagascar)

Langues

Français (langue maternelle) et anglais (lu, écrit et parlé facilement)

Memooda Ebrahim-Carstens (Botswana)

Date de naissance : 24 mai 1954

Fonctions actuelles : Juge à la Cour industrielle du Botswana

Études

1995-2008	Divers séminaires et cours avancés, notamment sur l'arbitrage, les techniques de négociation, les droits de l'homme, les normes internationales du travail et le droit du travail
1983	Licence d'Utter Barrister (avocat non encore admis à plaider devant la Reine), à Lincoln's Inn, à Londres
1979	Licencié (avec mention), de droit des affaires de la City of London Polytechnic (aujourd'hui London Metropolitan University) (Royaume-Uni)
1975	Première partie d'une licence en économie, de l'Université du Botswana, du Lesotho et du Swaziland, campus de Gaborone

Expérience professionnelle

Depuis 1999	Juge au Tribunal des relations professionnelles du Botswana (tribunal du travail)
1997-1998	Juge par intérim au Tribunal des relations professionnelles du Botswana
1987-1998	Pratique libérale du droit
1985-1987	Assistant juridique professionnel – gestionnaire des dossiers au cabinet L.S. Walia Attorneys de Francistown (Botswana)
1983-1984	Assistant juridique professionnel au cabinet Manghnani et Garlands-Wells, avocats à Londres
1980	Emploi saisonnier pour étudiants au cabinet Radia et Co., avocats à Kilburn, à Londres

Autres activités et postes

À l'heure actuelle	Administrateur du Y Care Charitable Trust, à Gaborone Membre du Comité de publication juridique des <i>Botswana Law Reports</i>
1994-2008	Conférences et exposés au Botswana et à l'étranger (notamment au Centre international de formation de l'OIT de Turin), le Tribunal des relations professionnelles du Botswana, le droit du travail, les normes internationales du travail, l'égalité des sexes au travail, les droits de l'enfant, les femmes et le développement et les règles de déontologie. Présidence, en qualité de juge de la Cour d'appel et du Tribunal du travail du tribunal fictif de la Faculté de droit.

Précédemment	Secrétaire aux admissions au Club de droit de Mansfield de la City of London Polytechnic Membre de l'Association professionnelle des avoués – barreau du Royaume-Unis Attaché de direction du Comité des stages et de l'enseignement du droit de l'Association professionnelles des avoués du Botswana Membre du Conseil d'administration de la Botswana Water Utilities Corporation (services de distribution d'eau) Membre du Comité de direction du club de golf de Francistown Administrateur du Musée Supa Ngwao de Francistown Attaché de direction et membre fondateur du Francistown Consumer Action Group (association de consommateurs de Francistown) Attaché de direction et membre fondateur du Neighbourhood Watch Group (groupe de vigilance de voisinage) du secteur A de Francistown
--------------	---

Langues

Anglais (langue maternelle), setswana, urdu

Mary Faherty (Irlande)

Date de naissance : 16 janvier 1960

Fonctions actuelles : Juge du Tribunal de première instance d'Irlande et Conseillère principale du barreau irlandais

Études

1997	Diplôme en arbitrage national (avec mention) de l'University College de Dublin
1998	Diplôme en arbitrage international (avec mention) de l'University College de Dublin
1986	Avocate (avec mention), Honourable Society of Kings Inns
1982	Licence (avec mention) en sciences juridiques et allemand de l'University College de Galway (Irlande)
1984	Licence en droit de l'University College de Galway
1984	Cours sur les droits de l'homme à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard (Canada)
1980-1981	Études germaniques à l'Université de Fribourg (Allemagne)

Qualifications professionnelles et distinctions

2006	Prix de l'Université nationale d'Irlande à Galway pour des activités dans le domaine du droit et des administrations et des services publics
2001	Admission au barreau irlandais (Inner Bar) en qualité de conseillère principale
1998	Admission comme membre au Chartered Institute of Arbitrators
1996	Admission au barreau d'Angleterre et du pays de Galles
1986	Admission au barreau irlandais

Expérience professionnelle

2002	Juge au Tribunal de première instance d'Irlande
2002	Membre du Tribunal chargé de l'enquête parlementaire sur certaines questions de planification et de paiement
1986-2002	Avocate en exercice inscrite au barreau irlandais
1995-2002	Présidente de la Cour d'appel du travail de l'Irlande
1989-1995	Vice-Présidente de la Cour d'appel du travail de l'Irlande
2000	Membre du Groupe de travail du Gouvernement sur le harcèlement au travail
1999-2000	Présidente de l'Association européenne des juges du travail

1997 Membre de la Commission irlandaise des relations du travail,
chargée des questions d'égalité

Langues

Anglais (langue maternelle), allemand (bonne connaissance) et français (courant)

Kamaljit Singh Garewal (Inde)

Date de naissance : 21 septembre 1947

Fonctions actuelles : Juge de la Haute Cour de justice du Penjab et du Haryana (Inde)

Études

1972	Autorisation d'exercice du Conseil du barreau du Penjab et du Haryana, Chandigarh
1970	Licence en droit de la Faculté de droit de l'Université du Penjab (Inde)
1967	Licence ès sciences du St. Stephen's College de l'Université de Delhi

Expérience professionnelle

Depuis 2000	Juge à la Haute Cour de justice du Penjab et du Haryana, siégeant notamment en appel en matières pénale et en première instance en matière constitutionnelle et en matière de droits fondamentaux. Départ à la retraite prévue pour le 20 septembre 2009
1996-2000	Juge du Tribunal de première instance et du Tribunal de district. Fonctions de juge principal du Tribunal de première instance. Procès pénaux, notamment affaires de meurtre, de viol, de possession et de trafic de stupéfiants, demandes de divorce, d'indemnisation pour préjudice corporel et d'indemnisation foncière. Juge à la première Cour d'appel en matière civile, notamment saisie des conflits du travail entre employés et État. Directrice administrative de plus de 20 tribunaux, et responsable de l'engagement et de l'encadrement disciplinaire d'environ 250 employés
1994-1996	Présidente de la Cour d'appel du Tribunal des transports de l'État du Penjab, à Chandigarh (Autorité qui gère les affaires touchant aux transports en commun et à l'émission des permis d'exploitation des liaisons routières, entre autres domaines)
1991-1994	Greffière du Tribunal administratif central, magistrature de Chandigarh. Le Tribunal connaît des plaintes des employés du Gouvernement central pour licenciement abusif, respect de l'ancienneté, sanctions disciplinaires et autres motifs
1986-1991	Juge suppléante du Tribunal de première instance et du Tribunal de district, Conseil supérieur de la magistrature du Penjab. Procès pénaux, notamment pour meurtre, viol, possession et trafic de stupéfiants, demandes de divorce et demandes d'indemnisation pour préjudice corporel et d'indemnisation foncière. Juge de la première Cour d'appel en matière civile, qui connaît notamment des conflits du travail entre employés et administrations publiques

- | | |
|-----------|---|
| 1975-1986 | Avocate en pratique libérale auprès de la Haute Cour du Penjab et du Haryana (juridiction de première instance et d'appel) à Chandigarh |
| 1972-1974 | Avocate en pratique libérale auprès des tribunaux de district (instance de jugement) à Ludhiana au Penjab |

Langues

Anglais, hindi et penjabi (couramment)

Nkemdilim Amelia Izuako (Nigéria)

Date de naissance : 18 mai 1953

Fonctions actuelles : Juge (« Puisne Judge »), Haute Cour des Îles Salomon

Études

1981	Maîtrise en droit de l'Université d'Ife (Nigéria)
1977	Licence en droit de l'École de droit du Nigéria
1977	Avocate et juriste à la Cour suprême du Nigéria
1976	Diplôme de droit (avec mention) de l'Université d'Ife (Nigéria)
1996-2005	Études et certificats divers, notamment sur la corruption et la prévention de la fraude (British Council et Kroll Associates (Londres) 2002), droit international public (Académie de La Haye, 2005), règlement des différends (Office of Transition Initiatives, United States Agency for International Development (USAID), 1999), mécanismes de règlement des différends (Cour suprême de Gambie, 2005) et Cour pénale internationale (Centre des droits de l'homme, Université de Galway (Irlande), 2001)

Expérience professionnelle

Depuis 2008	Juge (« Puisne Judge ») de la Haute Cour des Îles Salomon
2007	Consultante et formatrice à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (Bureau du Nigéria) en ce qui concerne le code de déontologie des juges des hautes cours de justice et autres magistrats, procureurs et enquêteurs
2006	Consultante du PNUD (Nigéria) pour l'évaluation des projets de gouvernance
2004-2006	Juge par intérim à la Cour d'appel de Gambie
2004-2006	Juge de la Haute Cour de justice de Gambie
2004-2005	Chargée de cours du Programme de droit de l'Institut technique de Gambie
2003-2004	Boursière au Centre d'études des droits de l'homme de la London School of Economics
1998-2003	Juge de la Haute Cour de justice de l'État d'Anambra (Nigéria)
1999-2003	Maîtresse de conférences à la Faculté de droit de l'Université Nnamdi Azikiwe à Awka (Nigéria)
1999-2002	Formation et défense des droits des magistrats fonctionnaires de police, législateurs et décideurs en matière d'égalité et de droits de l'homme dans l'État d'Anambra (Nigéria)
1996-1998	Administratrice de programmes et d'opérations sur le terrain, Programme de démocratie et de gouvernance de l'USAID (Nigéria)

1995-1996	Secrétaire exécutive de la Commission des services judiciaires de l'État d'Anambra
1993-1998	Création et supervision des centres de consultations juridiques de la Fédération internationale des femmes juristes dans les États d'Anambra (1993-1996) et d'Abia (1997-1998)
1987-1995	Première magistrate, État d'Anambra
1982-1987	Magistrate titulaire, État d'Anambra
1980-1982	Avocate au cabinet A.N. Anyamene (premier avocat du Nigéria)
1977-1979	Procureur du Département des poursuites du Ministère de la justice à Enugu (Nigéria)

Autres activités

- Diverses publications et conférences au Nigéria et à l'étranger sur l'égalité des sexes et les droits de l'homme, la corruption et les droits de l'homme, la liberté d'association, la violence conjugale, le VIH/sida et les droits de l'homme
- Membre de l'Association internationale du barreau
- Membre du barreau nigérian
- Présidente de la Fédération internationale des femmes juristes dans les États d'Enugu et d'Anambra (Nigéria) (1993-1996)
- Membre du Conseil nigérian de l'action en faveur de l'égalité des sexes et du développement
- Membre du Conseil du Centre pour le droit à la santé (Nigéria)
- Membre du Conseil du Réseau national des personnes vivant avec le VIH/sida
- Membre de Women in Law and Development in Africa
- Membre du Conseil de l'Initiative pour le droit au logement

Langues

Anglais (couramment), igbo (langue maternelle)

Marilyn Kaman (États-Unis d'Amérique)

Date de naissance : 28 décembre 1947

Fonctions actuelles : Juge, Quatrième district judiciaire, comté de Hennepin (Minnesota)

Études

1988	Admission au barreau, Cour suprême et Cour d'appel des États-Unis d'Amérique, huitième circuit
1982	Admission au barreau, Tribunal de district des États-Unis d'Amérique (district du Minnesota.)
1979	Admission au barreau, Cour suprême du Minnesota
1978	Doctorat en droit (<i>cum laude</i>), Faculté de droit de l'Université du Wisconsin
1971	Maîtrise ès Arts en pédagogie de l'Université de Chicago
1971	Études russes à l'Université d'État de Leningrad (Russie)
1970	Bachelor of Arts (<i>cum laude</i>), spécialisation en russe et en français

Expérience professionnelle

2002-2003	Juge internationale à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo. Enquête et règlement d'affaires criminelles graves (génocide, crimes de guerre, crime organisé, meurtre, terrorisme, délits à motivation ethnique)
Depuis 1990	Juge du quatrième district judiciaire du comté de Hennepin (Minnesota)
Fonctions	Présidente du Tribunal des successions et du Tribunal pour les questions de santé mentale (depuis 2007); tribunaux civils et pénaux (2003-2007); tribunaux de la famille (2000-2002); tribunaux civils et criminels (1994-2002); Présidente du Tribunal des successions et du Tribunal pour les questions de santé mentale (1992-1994); tribunaux pénaux (1990-1992)
1998-2000	Corps enseignant auxiliaire : professeur de rédaction juridique au William Mitchell College of Law de St. Paul (Minnesota) (également de 1983 à 1984)
1984-1990	Avocate attachée à l'adjoint au Procureur du comté de Hennepin (Minnesota). Chargée principalement de la défense dans des affaires complexes impliquant des adultes accusés d'actes criminels et délictueux graves
1979-1983	Avocate associée du cabinet Dorsey and Whitney LLP (Minnesota). Service des obligations municipales

Autres activités

Section du droit international, American Bar Association

- Rédactrice (depuis 2008) et rédactrice adjointe (2003-2008) de l'*International Law News* (revue trimestrielle du barreau américain)
- Coprésidente du Comité international de coordination des institutions nationales et de l'Organisation des Nations Unies (depuis 2006)
- Coprésidente du Comité du droit international pénal (2006-2008)
- Coprésidente du Groupe de travail Libéria-Afrique du Programme international d'échanges juridiques (2007-2008)
- Auteur de plusieurs articles parus dans *International Law News*
- Liaison entre le barreau américain et le Conseil économique et social (2006-2008)

Cour suprême du Minnesota

- Nommée au Tribunal d'appel pour les personnes dangereuses et souffrant de troubles mentaux (depuis 1996)
- Représentante du barreau devant le Comité consultatif de la Cour suprême du Minnesota en matière de procédure pénale (1999-2001)

Association des juges de district du Minnesota

- Présidente du Comité chargé des directives concernant l'instruction d'affaires relatives aux préjudices corporels (depuis 2000)
- Membre du Conseil d'administration (depuis 2002)

Langues

Anglais (langue maternelle), rudiments de français et de russe

Michael Kirby (Australie)

Date de naissance : 18 mars 1939

Fonctions actuelles : Juge de la Haute Cour de justice de l'Australie

Études

1967	LLM (mention très bien) de l'Université de Sydney (Australie)
1966	BEc de l'Université de Sydney
1962	LLB de l'Université de Sydney
1959	BA de l'Université de Sydney

Expérience professionnelle

Fonctions juridiques et judiciaires

2007-2008	Juge en chef par intérim de la Haute Cour de justice de l'Australie (à deux reprises)
Depuis 1996	Juge de la Haute Cour de justice de l'Australie, l'un des sept juges de la Cour suprême fédérale d'Australie
1993-1998	Juge en chef par intérim de la Nouvelle-Galles du Sud, à trois reprises
1995-1996	Président de la Cour d'appel des Îles Salomon
1984-1996	Juge de la Cour suprême de Nouvelle-Galles du Sud; Juge d'appel et Président de la Cour d'appel de Nouvelle-Galles du Sud
1983-1984	Juge de la Cour fédérale d'Australie
1976-1984	Membre du Conseil australien de révision des décisions administratives
1975-1984	Premier Président de la Commission australienne de réforme du droit. Mandat renouvelé par les divers Gouvernements australiens jusqu'en 1984
1975-1983	Vice-Président de la Commission australienne de conciliation et d'arbitrage
1974	Membre élu du Conseil du barreau, barreau de Nouvelle-Galles du Sud
1967-1974	Avocat à la Cour suprême de Nouvelle-Galles du Sud, Haute Cour de justice d'Australie, Cour suprême (Territoire de la capitale)
1962-1967	Avocat à la Cour suprême de Nouvelle-Galles du Sud

Nominations internationales (extraits)

Depuis 2007	Membre du Groupe de référence pour les questions judiciaires du Haut-Commissaire aux droits de l'homme
-------------	--

Depuis 2004	Rapporteur de l'International Judicial Integrity Group à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (rédaction de directives en matière d'intégrité judiciaire)
Depuis 2003	Membre du Groupe de référence d'ONUSIDA sur le VIH et les droits de l'homme
2001-2002	Président du Groupe de référence d'ONUSIDA sur le dépistage du VIH dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU
Depuis 2002	Conseiller honoraire auprès du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les droits de l'homme et la biotechnologie
1996-2005	Membre du Comité international de bioéthique de l'UNESCO. Président du groupe de ce comité chargé de la rédaction de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme 2004-2005 (adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO de 2005)
1984-1998	Commissaire de la Commission internationale de juristes; membre du Comité exécutif (1992-1995); Président du Comité exécutif; Président (1995-1998)
1993-1996	Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme au Cambodge (premier titulaire de la charge)
1991-1992	Membre de la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté d'expression de l'Organisation internationale du Travail et de la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté d'expression Afrique du Sud
1991-1992	Président du Groupe de travail sur la sécurité de l'information de l'Organisation de coopération et de développement économiques
1988-1992	Commissaire de la première Commission mondiale sur le SIDA de l'Organisation mondiale de la Santé

Distinctions

2007	Membre honoraire de l'Australian Academy of the Humanities
2006	Membre honoraire de l'Australian Academy of Social Sciences
1998	Lauréat du Prix des droits de l'homme de l'UNESCO
1991	Compagnon de l'Ordre d'Australie
1991	Médaille des droits de l'homme d'Australie
1987	Prix de la paix décerné par les médias (Australie)
1984-2008	Doctorat ès lettres <i>honoris causa</i> de l'Université de Newcastle (Ulster); Université James Cook. Doctorat en droit <i>honoris causa</i> de l'Université Macquarie; Université de Sydney, Université de Buckingham; Faculté de droit, Université de l'Inde, Université de Bangalore (Inde); Université nationale d'Australie; Université de la

Nouvelle-Galles du Sud; Doctorat *honoris causa* de l'Université de
South Australia; Université de Southern Cross; Université Griffith

1983 Compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-George

Langues

Anglais (langue maternelle), français et allemand (rudiments)

Thomas Laker (Allemagne)

Date de naissance : 10 février 1956

Fonctions actuelles : Président du Tribunal administratif de Hambourg

Médiateur pour les affaires administratives

Études

2006	Cours de médiation
1987	Zweites Juristisches Staatsexamen (deuxième examen de droit)
1985	Doctorat en droit de l'Université Georg-August de Göttingen. Thèse sur la désobéissance civile, publiée sous le titre <i>Ziviler Ungehorsam</i> , Baden-Baden, 1986 (Nomos)
1980	Erstes Juristisches Staatsexamen (premier examen de droit)
1974-1980	Études de droit et de philosophie à l'Université Georg-August de Göttingen (Allemagne) et à l'Université de Genève

Expérience professionnelle

2005	Nommé président à vie du Tribunal administratif (Verwaltungsgericht) de Hambourg
2005	Détachement au Tribunal de la sécurité sociale de Hambourg
1999-2000	Détachement à la Cour d'appel du Tribunal administratif de Hambourg
1992-1996	Détachement au Département de la justice de Hambourg
1991	Nommé juge à vie au Tribunal administratif de Hambourg
1989	Nommé juge au Tribunal administratif de Hambourg
1988-1989	Avocat au cabinet Keitel, Ernst et Gollub-Schmel de Bremerhaven
1985-1987	Stagiaire (préparation des juristes)
1983	Chercheur invité à la faculté de droit de Cornell
1983	Participant invité, onzième Congrès mondial de philosophie du droit et de philosophie sociale de Helsinki
1981-1985	Chargé de cours auprès du professeur R. Dreier, titulaire de la chaire de théorie générale du droit à l'Université Georg-August de Göttingen
1980-1981	Service civil (en remplacement du service militaire)

Langues

Allemand (langue maternelle); bonne connaissance de l'anglais et du français

Roy Lewis
(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Date de naissance : 7 novembre 1943

Fonctions actuelles : Vice-président du Comité central d'arbitrage du Royaume-Uni

Avocat (barrister) en droit des relations professionnelles et droit du travail

Président de la Commission des réclamations de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Études

1967 Maîtrise en sciences économiques (relations du travail), London School of Economics

1966 Licence en droit, London School of Economics

Expérience professionnelle

Fonctions juridiques et arbitrales au Royaume-Uni

Depuis 2000 Vice-président du Comité central d'arbitrage

Depuis 2005 Membre fondateur du Groupe d'arbitres et de médiateurs du Service consultatif de conciliation et d'arbitrage chargé d'examiner les litiges concernant les deux classes de salariés du service public et du Service national de santé

2004 -2007 Expert indépendant auprès du Groupe consultatif technique du Conseil commun national des sapeurs-pompiers des collectivités locales

2001-2006 Président à temps partiel des tribunaux du travail de la région de Southampton

Depuis 2001 Membre fondateur du Groupe d'arbitres sur le licenciement abusif du Service consultatif de conciliation et d'arbitrage

1997, 2003-2004 Personnalité indépendante nommée au titre du Règlement et de la procédure disciplinaire applicables au personnel et aux responsables de l'administration des collectivités locales

Depuis 1998 Président des Commissions nationales de recours de la Poste

Depuis 1994 Avocat (barrister) à Old Square Chambers au Royaume-Uni. Spécialisation en droit des relations professionnelles, en droit du travail et en droit de la discrimination

1994-1996 Procédures d'appel au niveau national du Service national de santé

Depuis 1985 Membre du Groupe d'arbitres et de médiateurs du Service consultatif de conciliation et d'arbitrage chargé d'examiner les différends commerciaux

1979-1980 Conseiller spécial de la Commission spéciale de la Chambre des Communes sur l'emploi

Fonctions internationales

Depuis 2007 Président de la Commission des réclamations de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Depuis 2006 Président du Tribunal administratif de la Banque de commerce et de développement de la mer Noire

2002-2007 Président du Tribunal administratif de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

1999-2002 Président du Comité des recours de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Fonctions universitaires

1987-1996 Professeur de droit à l'Université de Southampton. Doyen de la faculté de droit et directeur du Département de droit de 1989 à 1993

1979-1987 Chargé de recherche principal à l'Unité de recherche sur les relations du travail de l'Université de Warwick

1969-1979 Chargé de cours en relations du travail à la London School of Economics

Autres activités

- Intervenant à la Conférence internationale des enquêteurs qui s'est tenue du 9 au 11 mai 2007 à Vienne; communication sur l'interaction entre départements des organisations internationales de l'intégrité institutionnelle et des tribunaux administratifs
- Auteurs de diverses publications au Royaume-Uni sur le règlement des litiges d'ordre professionnel

Langues

Anglais (langue maternelle)

Rodney Madgwick, CR (Australie)

Date de naissance : 22 janvier 1942

Fonctions actuelles : Juge retraité de trois juridictions supérieures d'Australie

Études

- | | |
|-----------|--|
| 1970-2008 | Nombreux stages de perfectionnement professionnel; conférences sur le droit et le jugement des affaires |
| 1969 | Étude à temps partiel de deux matières (Introduction à l'économie et Histoire) à l'Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée |
| 1964 | Licence en droit à l'Université de Sydney (Australie) (études à temps partiel) |
| 1959 | Examen d'entrée à la Faculty of Actuaries d'Écosse (études à temps partiel) |

Expérience professionnelle

- | | |
|-----------|---|
| 1996-2008 | Juge au Tribunal fédéral d'Australie. Affaires concernant notamment les pratiques loyales dans les relations commerciales, le droit des sociétés, la propriété intellectuelle, l'extradition, les revendications foncières des Aborigènes, les aspects juridiques des régimes fédéraux de relations du travail, la définition et l'application des normes statutaires relatives aux droits de l'homme et le droit administratif. Membre des groupes d'experts créés par le Tribunal pour connaître des affaires relatives aux relations du travail et aux droits de l'homme |
| 1996-1998 | Juge du Tribunal du travail d'Australie. Droits des employés, des syndicats et des employeurs |
| 1997-2008 | Juge de la Cour suprême du territoire de la capitale (juge adjoint). Affaires civiles concernant le droit administratif, les préjudices corporels et des questions commerciales et affaires pénales concernant des crimes graves |
| 1986-1996 | Juge du Tribunal du district de la Nouvelle-Galles du Sud (juridiction de degré intermédiaire du plus grand État d'Australie). Affaires pénales et civiles |
| 1983 | Nomination à la charge du Conseil de la Reine (Queen's Counsel) après une période relativement courte de 13 ans d'exercice de la profession d'avocat |
| 1970-1986 | Admis au barreau. Pratique libérale à Sydney. Litiges relatifs aux relations du travail, ou opposant travailleurs et employeurs, plaintes pour préjudice corporel, droit pénal et travaux d'« intérêt public ». |
| 1966-1970 | Secrétaire général de l'Association de la fonction publique de Papouasie-Nouvelle-Guinée |
| 1965-1966 | Avoué (solicitor) exerçant en pratique libérale |

1959-1964	Avoué stagiaire auprès de cabinets d'avocats de Sydney
1959	Actuaire stagiaire dans des compagnies d'assurance

Autres activités

Actuellement	Démissionnaire de toutes ses charges judiciaires. Membre du Comité directeur <i>pro bono</i> des instances judiciaires pénales, organe précurseur dans l'évaluation du droit pénal fédéral australien
1996-2008	Participation à la fois au Tribunal fédéral et au Tribunal du travail d'Australie, à l'élaboration et à l'application des politiques et des orientations administratives de ces juridictions, ainsi qu'à la création de l'infrastructure institutionnelle du nouveau Tribunal du travail d'Australie
1996-2008	Membre de divers comités de juges du Tribunal fédéral, dont le Comité sur l'égalité et le droit, le Comité sur la révision du règlement, le Comité sur la formation judiciaire, le Comité sur les mécanismes alternatifs de règlement des différends (médiation, etc.) et le Comité sur les plaideurs non représentés
2002-2005	Président du Comité du Tribunal fédéral sur l'égalité et le droit chargé d'examiner les questions touchant notamment à l'égalité entre les sexes et les races, tant au niveau de l'administration interne du Tribunal que dans ses rapports avec les plaideurs et les conseils
1988-1996	Membre des deux principaux comités du Tribunal fédéral, le Comité du règlement et le Comité des politiques et de la planification
1997-2008	Travaux sur le plan international : communications à des conférences organisées sur le droit du travail à l'intention de juges vietnamiens; présidence d'un Comité d'évaluation de juges palestiniens et égyptiens recrutés par la Banque mondiale pour reconstruire l'appareil judiciaire des Territoires occupés; accompagnement fréquent des juges indonésiens en visite; rôle actif pendant plusieurs années dans l'Association internationale des juges appliquant le droit des réfugiés

Langues

Anglais (langue maternelle), connaissances de l'espagnol et du français

Goolam Hoosen Kader Meeran
(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Date de naissance : 12 avril 1943

Fonctions actuelles : Président des Tribunaux du travail d'Angleterre et du pays de Galles

Études

1982	Examen du barreau; admission à Gray's Inn
1981	Diplôme de droit
1970	Maîtrise en sciences économiques de la London School of Economics. Maîtrise en psychologie sociale
1969	Licence de psychologie (mention bien) de l'Université de Manchester

Expérience professionnelle

Depuis 2002	Président des Tribunaux du travail d'Angleterre et du Pays de Galles
1997	Président régional du Tribunal du travail de la région sud de Londres
1996	Président régional par intérim du Tribunal du travail de la région sud de Londres
1993	Président à plein temps du Tribunal du travail
1992-1993	Président à temps partiel du Tribunal du travail
1986-1993	Avocat spécialisé dans le droit du travail, en particulier dans les affaires de discrimination
1982-1986	Codirecteur (quatre directeurs) de la Commission pour l'égalité raciale
1977-1982	Commissaire principal chargé des plaintes de la Commission pour l'égalité raciale (interruption de 20 mois afin de suivre un cours de recyclage pour présenter l'examen final d'admission au barreau)
1973-1977	Conciliateur principal du Comité des relations interraciales (médiation et conciliation dans les affaires de discrimination raciale, dans le domaine de l'emploi et dans d'autres domaines)
1970-1973	Conciliateur au Comité des relations interraciales

Autres activités

- Membre fondateur du Comité consultatif pour les minorités ethniques, aujourd'hui Comité consultatif pour l'égalité de traitement, du Conseil des études judiciaires, de 1991 à 1996
- Membre du Comité des tribunaux du Conseil des études judiciaires de 1996 à 2002. Réélu en 2003

- Formateur du Conseil des études judiciaires dans le domaine de l'égalité de traitement
- Membre des tribunaux du Département des affaires constitutionnelles et du Groupe de travail sur la diversité
- Membre du Groupe de travail sur la nomination des magistrats à temps partiel de 2002 à 2003
- Membre de l'Équipe spéciale reconstituée des juridictions du travail
- Président du Groupe national des requérants auprès des tribunaux du travail depuis 2002
- Membre du Comité directeur des juridictions du travail depuis 2005
- Membre du Groupe consultatif sur les procédures de sélection de la Commission de nomination des magistrats
- Membre du Forum sur la diversité de la Commission de nomination des magistrats

Langues

Anglais (couramment)

Mark P. Painter (États-Unis d'Amérique)

Date de naissance : 6 avril 1947

Fonctions actuelles : Juge de la Cour d'appel du premier district de l'Ohio

Études

1973	Docteur en droit de la faculté de droit de l'Université de Cincinnati
1970	Licence en droit de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Cincinnati

Formation professionnelle

1980	Examen du barreau, Cour suprême des États-Unis
1973	Examen du barreau, Tribunal fédéral du district du sud de l'Ohio et Cour suprême de l'Ohio

Expérience professionnelle

Depuis 1995	Juge de la première cour d'appel de district de l'Ohio
2008	Professeur invité (programme Chesley) à la faculté de droit de l'Université de Cincinnati
1982-1995	Juge du Tribunal du comté d'Hamilton
1993-1995	Commissaire au Conseil des commissaires de la Cour suprême de l'Ohio chargé des réclamations et de la discipline
1990-2006	Professeur de droit associé à la faculté de droit de l'Université de Cincinnati
Depuis 1986	Doyen honoraire (à présent émérite), Potter Stewart Inn of Court
1979-1982	Avocat en pratique libérale
1979-1980	Chargé de cours de droit des affaires à l'École de commerce de l'Université de Cincinnati
1973-1978	Avocat associé au cabinet Smith and Schnacke et au cabinet prédécesseur (qui fait aujourd'hui partie de Thompson Hine)

Autres activités

Depuis 2006	Membre du Comité consultatif du <i>Green Bag Almanac and Reader</i>
2001-2007	Administrateur de l'amicale Friends of the William Howard Taft Birthplace
1988-1992	Membre du Comité consultatif de rédaction du <i>Criminal Law Journal of Ohio</i>
1992	Candidat républicain à la Cour suprême de l'Ohio

1985-1990	Administrateur de Cincinnati FreeStore/FoodBank
1982-1993	Vice-Président du M. J. Brueggeman Memorial Fund
1976-1982	Président du 11th Ward Republican Club
1974-1976	Directeur du Citizens School Committee
1971-1974	Propriétaire du Murphy's Pub
1969-1970	Président de l'Association des étudiants et représentant du Conseil d'administration de l'Université de Cincinnati

Affiliations

- Barreau de Cincinnati (membre, administrateur de 1988 à 1990 et membre du comité des réclamations de 1979 à 1982)
- Barreau de l'Ohio (Section du contentieux; Division des appels; Comité spécialisé dans la procédure d'appel)
- Barreau américain (Section du contentieux; Section de la propriété intellectuelle; Division judiciaire)
- American Society of Writers on Legal Subjects
- Plain Language International Network
- Legal Writing Institute
- Clarity
- American Judicature Society
- American Judges Association
- Friends of the William Howard Taft Birthplace
- Ohio Historical Society
- World Future Society
- National Space Society

Publications et communications

- Six ouvrages portant notamment sur la conduite en état d'ébriété, la doctrine et les recours
- Trois revues de droit et plus d'une centaine d'articles, en particulier sur la doctrine et la jurisprudence
- Dans le cadre de séminaires de droit, plus de 200 exposés et communications sur la conduite en état d'ébriété, la conduite des procédures en première instance et en appel, la déontologie, la doctrine et la jurisprudence
- Cours de rédaction juridique et représentation et partenariat à la faculté de droit de l'Université de Cincinnati
- À fait paraître au niveau national plus de 380 opinions sur des affaires jugées en première instance ou en appel

Langues

Anglais (langue maternelle)

Tudor Pantiru (République de Moldova – Roumanie)

Date de naissance : 26 octobre 1951

Fonctions actuelles : Juge international à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo. Président de la Chambre spéciale de la Cour suprême du Kosovo

Études

1977 Maîtrise en droit à la faculté de droit de l'Université d'État de Moldova

Activités professionnelles

Depuis 2005	Juge international et Président de la Chambre spéciale de la Cour suprême du Kosovo
Depuis 2002	Juge international de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine
2002-2005	Juge international de la Section de droit pénal de la Cour suprême du Kosovo
2001-2002	Expert juriste auprès du Département du contrôle du Conseil de l'Europe. Contrôle des systèmes judiciaires d'Europe de l'Est
1996-2001	Juge international de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg (France)
1996-1998	Conseiller juridique et coordonateur du Programme de gestion des affaires publiques et de démocratie au Bureau du PNUD en République de Moldova chargé essentiellement du renforcement des systèmes législatifs et judiciaires et de l'administration locale
1996-1998	Cours sur la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme dans le cadre de la formation des juges, des procureurs et des avocats de la défense, au titre d'un projet du PNUD
1992-1996	Ambassadeur à la Mission permanente de la République de Moldova auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (participation aux Troisième et Sixième Commissions de l'Assemblée générale)
1990-1994	Député au Parlement moldove
1990-1992	Président de la Commission juridique du premier Parlement de la République de Moldova élu démocratiquement
1987-1990	Président du Tribunal de district de Frunze à Chisinau
1980-1987	Juge du Tribunal de district de Frunze à Chisinau
1977-1980	Avocat inscrit au barreau de la République de Moldova

Autres activités

- | | |
|-----------|---|
| 1997-1998 | Vice-Président de l'Association moldove des magistrats chargé des relations internationales de l'Association |
| 1996-1998 | Membre du Conseil d'administration de la Fondation Soros en République de Moldova chargé d'élaborer la stratégie de renforcement de l'indépendance de l'appareil judiciaire moldove |
| 1988-1990 | Président de la Commission d'évaluation, d'admission et de promotion des magistrats de la République de Moldova

Auteur de divers ouvrages sur la Cour européenne des droits de l'homme et la réforme judiciaire en République de Moldova |

Langues

Roumain (langue maternelle); maîtrise de l'anglais et du russe; bonne connaissance du français; notions de bosniaque, croate et serbe

Coral Shaw (Nouvelle-Zélande)

Date de naissance : 23 juillet 1947

Fonctions actuelles : Juge du Tribunal du travail de Nouvelle-Zélande

Études

1982	Admission au barreau
1981	Licence de droit international et droit administratif de l'Université d'Auckland
1969	Diplôme d'enseignante de l'Institut de formation des maîtres de Christchurch
1968	Licence de sociologie et d'anglais de l'Université de Canterbury

Expérience professionnelle

Depuis 1999	Juge du Tribunal du travail de Wellington (l'une des quatre juges du travail du pays). Le tribunal connaît des litiges d'ordre professionnel qui portent pour l'essentiel sur des griefs personnels pour licenciement abusif ou avantage injustifié, notamment pour discrimination fondée sur l'âge, le sexe, la race, la religion ou l'affiliation syndicale
1992-1999	Juge de tribunal de district (juridiction pénale et civile générale), habilité à statuer dans des procès avec jury. Juge de liaison au Tribunal de district de Waitakere.
1986-1992	Associée principale (common law) au cabinet Haigh, Lyon and Co. spécialisé dans le droit du travail, le droit administratif et le droit des immigrés et réfugiés
1988-1991	Présidente du Groupe consultatif sur l'immigration (responsable du jury d'immigration saisi des demandes de résidence en Nouvelle-Zélande pour raison humanitaire)
1984-1986	Avocate au cabinet Haigh, Lyon and Co.
1982-1984	Procureur de la Couronne au cabinet Meredith Connell and Co., Crown Solicitors à Auckland, chargée en particulier des poursuites criminelles du Département de la protection sociale et du Département de la justice et des appels de jugements pénaux
1981-1982	Assistante au cabinet Meredith Connell and Co., Crown Solicitors à Auckland
1972-1980	Mère à plein temps, enseignante et étudiante à temps partiel
1970-1971	Professeur d'école à Christchurch et Tauranga
1965	Enseignante dans les Îles Salomon (service volontaire à l'étranger)

Autres activités

- Membre du Comité de formation des tribunaux de district de 1992 à 1999
- Formation de magistrats communautaires (community magistrates) de 1992 à 1999
- Membre du Conseil d'administration de l'Institut d'études judiciaires de Nouvelle-Zélande depuis 1999
- Membre de Hoani Waititi Marae (lieu de rencontre pantribal d'Auckland pour les Maoris vivant en milieu urbain) depuis 1993

Langues

Anglais (langue maternelle); notions de maori et de français

Luis Maria Simón (Uruguay)

Date de naissance : 10 mars 1959

Fonctions actuelles : Membre de la cinquième Cour d'appel civile, Uruguay

Professeur de droit procédural

Études

- | | |
|-----------|---|
| 1997 | Stage (avec bourse) sur le rôle du système judiciaire dans les processus d'intégration. Stage organisé par l'Union européenne, l'École nationale de la magistrature française et l'Europäische Rechtsakademie |
| 1989-1990 | Stage sur le Règlement extrajudiciaire des différends et l'organisation du système judiciaire à l'Université de Georgetown et dans d'autres institutions américaines (bourse d'études Fulbright) |
| 1983 | Doctorat en droit et sciences sociales de la faculté de droit de l'Université d'Uruguay |
| 1982 | Licence de notaire, faculté de droit de l'Université d'Uruguay |
| 1981 | Avocat (procurador), faculté de droit de l'Université d'Uruguay |

Expérience professionnelle

Institutions judiciaires

- | | |
|-----------|---|
| 2002-2008 | Membre de la Cour d'appel du cinquième Tribunal de district (droit civil, droit commercial, droit administratif, droit des faillites et droit douanier) de Montevideo |
| 1989-2002 | Nomination à la charge de juge. Travail au niveau national dans plusieurs tribunaux de première instance et cours d'appel |
| 1982-1989 | Notaire (étude privée) en Uruguay |
| 1981-1989 | Avocat (cabinet privé) en Uruguay |

Institutions universitaires

- | | |
|-------------|---|
| Depuis 1983 | Chargé de cours. Depuis 1985, professeur de droit civil et de droit pénal à la faculté de droit de l'Université d'Uruguay |
| 2000-2008 | Maître de conférences en droit procédural à l'Université de Montevideo |
| 1991-2008 | Maître de conférences au Centre d'études judiciaires d'Uruguay |

Autres activités

Affiliations

1983-2008	Institut de droit procédural de la faculté de droit de l'Université d'Uruguay
1994-2008	Institut ibéro-américain de droit procédural
1984-2008	Conseil d'administration de la <i>Revista uruguaya de derecho procesal</i>
1988-1989	Commissions créées dans le cadre de la réforme nationale de la procédure
1994-2008	Commissions créées par la Cour suprême pour donner des avis sur certaines questions de droit, notamment la réforme judiciaire et la réforme de la procédure

Publications et communications

- Nombreuses publications, en particulier sur le droit civil, commercial et pénal, notamment une édition annotée (avec d'autres coauteurs) du Code national de procédure générale
- Intervenant ou animateur dans un grand nombre de conférences, colloques et débats portant sur une grande variété de questions, relatives en particulier aux procédures civiles et pénales et au droit commercial

Langues

Espagnol (première langue); anglais et français (bonne connaissance); italien et portugais (notions élémentaires à l'écrit et bonne maîtrise à l'oral)

Mark Sutton (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Date de naissance : 25 juin 1958

Fonctions actuelles : Juge à temps partiel (conflits du travail), et avocat

Études

1983	Stages auprès des cabinets Lord Neill of Bladen (CR) et Desmond Wright (CR)
1982	Admission au barreau (Middle Temple)
1982	Examen du barreau, Inns of Court Schools of Law
1982	Diplôme de droit de la City University de Londres
1980	Licence (avec mention) de littérature anglaise de l'Université d'East Anglia

Expérience professionnelle

Depuis 2000	Juge à temps partiel des conflits du travail, région de Bristol. Saisi de toutes les affaires relatives aux conflits du travail. Bonne expérience des procédures contentieuses, notamment celles qui portent sur des faits de discrimination fondée sur la race, le sexe, le handicap et l'âge. Connaît des affaires de représailles contre les dénonciateurs. Arbitre dans des affaires de contestation de licenciement ou de contrat.
Depuis 1982	Avocat aux cabinets John Hendy (CR) et Old Square (CR), l'un des plus grands cabinets spécialisés dans les conflits du travail et les questions de discrimination, s'occupant tout particulièrement depuis 15 ans de tous les aspects du droit du travail, en première et en deuxième instance. Traite aussi les dossiers relatifs à la réglementation professionnelle.

Autres activités

- Participe activement aux travaux du Middle Temple. Nommé Master of the Bench (doyen honoraire) du Middle Temple (2007).
- Enseigne aux étudiants en droit à plaider devant les tribunaux du travail, organisant des procès fictifs et participant à des cours de plaidoyer sur place
- Membre du Comité des bourses et des prix, Inn's of Court
- Avocat plaidant devant le Comité de discipline, Inn's of Court
- Expert juridique auprès du Conseil des infirmiers et des sages-femmes; expert juridique auprès de la British Psychological Society (conseillant les intervenants non professionnels entendus au cours des audiences, sur les questions de procédures et de droit; rédaction des décisions)
- Arbitre ou président de jurys d'enquête sur les plaintes de personnel (concernant essentiellement des universitaires demandant réparation pour

infraction à leur contrat et des violations des règlements internes affectant leurs conditions d'emploi)

Langues

Anglais (première langue); français (courant)

Brian Tamberlin (Australie)**Date de naissance :** 30 mars 1939**Fonctions actuelles :** Juge de la Cour fédérale d'Australie**Études**

- | | |
|------|--|
| 1963 | Maîtrise de droit (LLM), de la Harvard Law School, avec spécialité dans les transactions commerciales internationales et le droit commercial international |
| 1962 | Licence en droit (LLB) avec mention très bien, de l'Université de Sydney
Deuxième de promotion |
| 1958 | Licence ès lettres de l'Université de Sydney |

Expérience professionnelle

- | | |
|-----------|---|
| 2005 | Nomination à la charge de Président du Tribunal administratif d'appel australien et Président par intérim du Tribunal |
| 2004-2007 | Membre actif de l'Association internationale des hautes juridictions administratives auprès de laquelle le Conseil d'État français joue un rôle important. Cette expérience s'est traduite par une bonne connaissance du droit administratif français |
| 1994 | Nomination à la charge de juge de la Cour fédérale d'Australie |
| 1994 | Conseil dans l'enquête sur la Constitution tasmanienne |
| 1981 | Nomination à la charge de Conseil de la Reine |
| 1979-1980 | Conseil dans l'enquête sur l'abattage des forêts tropicales |
| 1967-1981 | Admission au barreau inter-États australien, exerçant essentiellement à Sydney |
| 1965-1966 | Avocat pendant deux ans chez Allens, grand cabinet de Sydney |
| 1963-1964 | Conseiller juridique chez IBM à New York |
| 1962 | Juriste d'entreprise d'Unilever Ltd. à Sydney |
| 1958-1962 | Stage chez Freehills, grand cabinet d'avocats de Sydney |

Autres activités

- | | |
|-----------|--|
| 1995-2005 | Conférences à l'intention des juges du Cambodge, d'Indonésie, de Malaisie, de Thaïlande, du Viet Nam et de Hong Kong (Chine) |
| 2000 | Six semaines de cours à l'Université Washington Lee de Lexington en Virginie (États-Unis) sur l'Accord de |

	l'Organisation mondiale du commerce sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
1999	Une semaine de cours, en collaboration avec des universitaires à la nouvelle juridiction thaïlandaise compétente en matière de propriété intellectuelle
1965-1972	Chargé de cours (à temps partiel) en droit constitutionnel fédéral à la faculté de droit de l'Université de Sydney
1966-1972	Chargé de cours d'urbanisme et de droit administratif au Conseil d'admission des praticiens du droit. Participation à de nombreuses conférences internationales sur l'administration judiciaire, la médiation et l'arbitrage
	Bonne connaissance des pratiques, des procédures, des opérations et de la jurisprudence de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, sises à Genève, acquise grâce à un stage de trois semaines dans ces organisations, à des entretiens avec de nombreux membres de leur personnel – chargés notamment du règlement des différends – et à une courte formation sur le sujet
	Conférences en Australie et à l'étranger, s'adressant à des juges, sur le droit de la mer, le droit maritime et le droit commercial des transports maritimes ainsi que sur les pratiques, les procédures et l'administration du droit de la mer
	Deux stages de formation sur le droit de la propriété intellectuelle et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, à l'intention de juges vietnamiens, d'auxiliaires de justice, de greffiers et d'administrateurs (à Hanoï et Hô Chi Min-Ville). Cours de droit dispensés à Hanoï

Langues

Anglais (première langue); français (excellente connaissance); espagnol et italien (lu et parlé); allemand (lu)

Virgilijus Valančius (Lituanie)

Date de naissance : 12 juin 1963

Fonctions actuelles : Président de la Cour administrative suprême de Lituanie

Études

2008	Procédure de titularisation (droit) à l'Université Mykolas Romeris (Lituanie)
2000	Doctorat en droit de l'Université Mykolas Romeris
1986	Licence en droit de l'Université de Vilnius (Lituanie)

Expérience professionnelle

Institutions judiciaires

Depuis 2002	Président de la Cour administrative suprême de Lituanie
1995-2002	Président de la Division des affaires civiles de la Cour d'appel de Lituanie
Depuis 1999	Membre du Conseil supérieur de la magistrature de Lituanie
1997-1998	Membre du Conseil d'administration du Comité des fondateurs du Centre lituanien de formation judiciaire
1995-1998	Membre du Jury d'examen des avocats de Lituanie
1994-1998	Membre du Conseil d'administration de l'Association des juristes lituaniens
1991-1994	Juge (1991-1994) et Vice-Président (1993-1994) du premier Tribunal de district de Vilnius
1986-1990	Procureur de la ville (Vilnius) et Cabinet du Procureur général

Institutions universitaires

Depuis 2008	Professeur de droit à l'Université Mykolas Romeris Professeur auxiliaire (2004-2008), chargé de cours (1998-2004) et chef du Département des procédures civiles (2002-2006)
Depuis 2000	Professeur invité à l'École internationale de la magistrature (American Bar Association Central and Eastern European Law Initiative)
1997-1998	Chargé de cours à la faculté de droit de l'Université de Vilnius
Depuis 1997	Chargé de cours au Centre lituanien de formation judiciaire

Autres activités

Depuis 2008	Membre du Conseil d'administration de l'Académie de droit européen
2006-2008	Président (par élection) de l'Association européenne des magistrats
2007	Membre de l'Équipe d'experts du Conseil de l'Europe sur le fonctionnement de l'appareil judiciaire en Ukraine
Depuis 2006	Vice-Président (par élection) de l'Association internationale des magistrats
2003	Coauteur du rapport d'évaluation de l'indépendance de la justice en Lituanie en vue de l'adhésion de celle-ci à l'Union européenne
Depuis 1998	Arbitre à la Cour de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
1997-2006	Président (par élection) de l'Association des magistrats de Lituanie
1997-1999	Président (par élection) de l'Association des juges des États baltes

Publications

- Six ouvrages de droit et deux études (comme coauteur)
- Plus de 30 articles dans des revues de droit
- Plus de 40 communications à plusieurs conférences

Langues

Lituanien (première langue), anglais et russe (excellente connaissance), français (bonne connaissance), polonais et ukrainien (notions)

Inés Weinberg de Roca (Argentine)

Date de naissance : 16 décembre 1948

Fonctions actuelles : Juge du Tribunal pénal international pour le Rwanda

Études

1972-1973	Chargée de recherche au Max-Planck Institut für Ausländisches und Internationales Privatrecht de Hambourg (Allemagne)
1972	Doctorat en droit (mention bien) de l'Université nationale de La Plata (Argentine)
1971	Licence en droit de l'Université de Buenos Aires

Expérience professionnelle

Institutions judiciaires

Depuis 2003	Juge du Tribunal pénal international pour le Rwanda Nomination en juin 2003 à la Chambre d'appel commune au Tribunal pénal international pour le Rwanda et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et, en 2005, à la Chambre de première instance III
2000	Nomination à la charge de juge de la Cour d'appel pour les questions administratives de Buenos Aires (avec mise en disponibilité pour travailler au Tribunal pénal international pour le Rwanda)
1993-2000	Juge fédérale aux affaires civiles de Buenos Aires (avec compétence à l'égard des affaires administratives dans le ressort de la ville)

Milieu universitaire

2007	Professeure invitée à la faculté de droit de l'Université de Case Western Reserve
Depuis 2001	Professeur de droit international privé à la faculté de droit de l'Université de Buenos Aires
1995-2002	Professeur de droit international public et d'intégration régionale, de droit international privé et de droit économique à l'Université argentine de l'entreprise
1999	Professeur au Centre d'études judiciaires de l'Association des juges et du personnel des Cours fédérales
1998-2003	Professeure invitée dans les établissements suivants : Université de Córdoba, Université de Rosario, Université XXI ^e siècle (Córdoba), Université argentine du notariat, Université de Bologna (Argentine) et Centre d'études juridiques de l'Université de Rome Tor Vergata

1987 Directrice d'études de droit international privé à l'Académie de droit international de La Haye

Autres activités

1986-2003 Conseillère du Ministère argentin des affaires étrangères; Déléguée, Représentante ou Chef de délégation des conférences de droit privé (organisées notamment par l'Institut international pour l'unification du droit privé) et de droit commercial international (participation de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international)

1994-2003 Conseillère auprès du Ministère argentin de la Justice, notamment en ce qui concerne la réforme du droit international privé et la réforme du droit procédural

Affiliations

Depuis 2006 Association internationale des femmes juges

Depuis 2003 Conseil argentin des affaires étrangères

2001-2004 Institut international de droit de l'Académie nationale de droit de Buenos Aires

Depuis 1997 Membre et ancienne membre du Conseil d'administration de l'Association argentine de droit international

Depuis 1987 Fondatrice et membre du Conseil d'administration de l'Association juridique germano-argentine

Depuis 1980 Membre du Conseil d'administration de l'Association argentine de droit comparé

1973-2005 Membre de la Deutsche Gesellschaft für Rechtsvergleichung

1972-2000 Association de droit international

1980-1988 Association internationale du Barreau

Publications

Auteur ou éditrice d'ouvrages de droit international privé et sur la Convention relative aux droits de l'enfant. Auteur d'une dizaine d'articles parus en Argentine et à l'étranger, notamment sur les tribunaux pénaux spéciaux et le Tribunal pénal international pour le Rwanda

Langues

Espagnol (première langue), anglais et allemand (excellente connaissance), français (bonne connaissance)